



«L'accord de cessez-le-feu à Ghaza est très délicat»

CAMPAGNE DE L'EXTRÊME DROITE ET CERTAINS OFFICIELS FRANÇAIS CONTRE L'ALGÉRIE

# Dominique de Villepin critique le gouvernement français et sa gestion des grandes affaires diplomatiques

L'ancien Premier ministre français, Dominique de Villepin, s'est dit "affligé" par la façon dont les grandes affaires diplomatiques, notamment les relations avec l'Algérie, sont traitées. Dénonçant les provocations du ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, l'accusant de mépriser l'histoire et les liens profonds unissant les deux nations. Lire en page 3



© Photo : D.R

## «Nous parlons désormais d'armées terroristes...»



ASSISES NATIONALES SUR LE CINÉMA

### Une nouvelle ère pour l'industrie cinématographique algérienne

LA BDL OUVRE SON CAPITAL :



### Une exonération fiscale et des bénéfices qui doubleront d'ici 2029



## ANNABA

**50 exposants attendus au 3<sup>ème</sup> Salon national Agroservice prévu du 22 au 25 janvier**

La 3<sup>ème</sup> édition du Salon national des conserves alimentaires (Agroservice), prévu à Annaba du 22 au 25 janvier, accueillera 50 exposants de plusieurs wilayas du pays, a-t-on appris, avant-hier dimanche, des organisateurs de cette manifestation économique. Ce Salon, qui constitue une halte permettant aux opérateurs économiques concernés et aux jeunes investisseurs de «mesurer les progrès réalisés dans le domaine des conserves alimentaires» et «d'identifier les besoins des producteurs pour améliorer la qualité et la compétitivité des produits en vue de leur positionnement sur le marché», a-t-on indiqué de même source.

## ENERGIE

**Sonatrach prend part au Sommet économique et énergétique de la Libye**

Le Groupe Sonatrach prend part à la 3<sup>e</sup> édition du Sommet économique et énergétique de la Libye, indique, avant-hier dimanche, un communiqué du Groupe public. Sonatrach est représentée à ce Sommet, ouvert samedi, avec la participation de représentants régionaux et internationaux des secteurs pétrolier et énergétique, par une délégation de haut niveau, conduite par le Directeur central des Ressources nouvelles, Youcef Khanfar. A travers sa participation à ce Sommet, Sonatrach veut réaffirmer son engagement «de renforcer la coopération et les partenariats régionaux, en témoigne la reprise de son activité avec la Compagnie libyenne National Oil Corporation (NOC) dans le bassin de Ghadames, à l'effet de consolider sa présence sur le marché libyen, étant un espace vital pour ses investissements actuels».

## CESSEZ-LE-FEU À GHAZA

**La diplomatie palestinienne exige des sanctions internationales contre les colons sionistes**

Le ministère palestinien des Affaires étrangères a dénoncé hier lundi les agressions des groupes de colons sionistes extrémistes armés et terroristes contre les Palestiniens et leurs biens, à Ghaza et en Cisjordanie occupée, y compris à Al-Qods, exigeant des sanctions internationales à leur encontre, rapporte l'agence palestinienne de presse, Wafa. Dans un communiqué relayé par Wafa, le MAE palestinien a fait assumer à l'occupation la responsabilité «totale et directe» de ces agressions, exhortant la communauté internationale à imposer des sanctions internationales dissuasives à l'ensemble du système colonial.

Attaf à Al 24 News :

# «L'accord de cessez-le-feu à Ghaza est très délicat»

**L'accord de cessez-le-feu tant attendu à Ghaza, entré en vigueur dimanche, représente «un espoir prudent et un optimisme vigilant pour l'Algérie».**

C'est le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, qui s'exprime ainsi, dans une interview exclusive accordée à Al 24 News, quelques heures avant que l'Algérie ne préside une réunion de haut niveau sur le Moyen-Orient et la cause palestinienne au Conseil de sécurité.

«Si je devais décrire la position algérienne sur cet accord, je pourrais dire que ce que nous vivons est un espoir prudent et un optimisme vigilant, car cet accord est très délicat et doit être parainé par la communauté internationale», a-t-il précisé, ajoutant que «de notre point de vue en tant qu'Algériens, ce que nous attendons du Conseil de sécurité concernant cet accord, c'est d'abord de l'approuver, de l'adopter et de le confirmer, et d'élargir le champ du soutien international à celui-ci». Ahmed Attaf a rappelé que l'Algérie a cherché, depuis son adhésion au Conseil de sécurité en tant que membre non-permanent, à donner la plus haute priorité à la cause palestinienne, au cessez-le-feu et à mettre fin à l'injustice à Ghaza. Il a fait observer que l'Algérie, de par sa position de présidente du Conseil de sécurité durant ce mois, est chargée du suivi de l'Accord, qui est divisé en trois étapes, dont la première a débuté hier, et consiste en un cessez-le-feu, le début de l'aide apportée à notre peuple à Ghaza et l'évacuation des complexes résidentiels par les forces d'occupation ; la deuxième phase de l'accord sera une phase spéciale, élargissant l'échange de prisonniers initié lors de la première phase et intensifiant l'opération de secours à Ghaza, tandis que la troisième phase comprend les arrangements politiques, administratifs et sécuritaires pour Ghaza dans ce qu'on appelle les arrangements pour le lendemain.

Ahmed Attaf a fait savoir que le Conseil de sécurité suit la mise en œuvre de l'accord sur Ghaza, en fait de l'évaluation par étapes, et intervient pour éliminer les obstacles ou les déséquilibres qui pourraient apparaître lors de sa mise en œuvre. Il estime que : «Cet accord est le résultat du tra-



■ Ahmed Attaf a rappelé que ce n'est pas la première fois que l'Algérie rejoint le Conseil de sécurité en tant que membre non-permanent, mais plutôt la quatrième fois.

vail d'un groupe restreint d'acteurs internationaux, et la communauté internationale doit se rallier à lui pour lui donner son poids réel et effectif». Pour l'Algérie cet accord est «une étape dans un cadre plus large et plus

global, qui est le cadre pour s'efforcer de parvenir à une solution définitive et permanente à la question palestinienne, et cela ne peut être réalisé que conformément à la légitimité internationale et son premier pilier, qui

est la solution à deux États», a affirmé Ahmed Attaf. En réponse à une question sur les relations de l'Algérie avec le représentant de l'entité sioniste à l'ONU, lors de sa présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU, Ahmed Attaf a confirmé qu'«il n'existe pas de reconnaissance implicite dans les relations internationales, et que les fonctions au sein de l'organisme des Nations unies sont régies par des traditions et des coutumes détaillées sur les positions nationales.

Evoquant les missions de l'Algérie au Conseil de sécurité de l'ONU, Ahmed Attaf a rappelé que ce n'est pas la première fois que l'Algérie rejoint le Conseil de sécurité en tant que membre non-permanent, mais plutôt la quatrième fois. «Dans cette courte période d'indépendance du pays, l'Algérie a réussi à être membre du Conseil de sécurité à quatre reprises, ce qui est remarquable», a-t-il dit, en précisant que : «L'Algérie était membre du Conseil de sécurité dans les années 60, 80 et nous sommes entrés dans le début du millénaire et aujourd'hui, nous sommes au Conseil de sécurité, et c'est ce qui a façonné nos traditions et nos coutumes dans nos relations avec la présidence du Conseil de sécurité», soulignant que la présidence du Conseil de sécurité est une responsabilité qui impose des fardeaux à ceux qui les portent. Hier, chargé par le Président Abdelmadjid Tebboune, Ahmed Attaf a présidé la réunion ministérielle du Conseil de sécurité consacrée à «la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne». Cette réunion qui va marquer l'ouverture, au

## «Nous parlons désormais d'armées terroristes...»

Dans l'interview exclusive accordée à Al 24 News, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a abordé la question du terrorisme en Afrique. S'exprimant lors de la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité de l'ONU sur la lutte contre le terrorisme en Afrique, il a renouvelé sa mise en garde contre l'aggravation du phénomène en Afrique, a-t-il déclaré. Il a fait savoir que la réunion initiée par l'Algérie vise à mettre en avant l'aggravation du terrorisme sur le continent africain, compte tenu de trois considérations, la première est le déclin du phénomène dans le reste du monde par rapport à son expansion en Afrique, en nombre et en matériel.

Ahmed Attaf a indiqué que l'Algérie, qui a constaté récemment que la communauté internationale a détourné son attention du fléau du terrorisme en Afrique, souhaite que l'initiative de la réunion ministérielle sur le terrorisme en Afrique, soumise à la communauté internationale et mette en avant une fois de plus ce fléau, qui a fini par se caractériser. Aujourd'hui, il est devenu difficile de parler de groupes terroristes, mais plutôt d'armées terroristes, étant donné le nombre de terroristes affiliés à ces groupes. La troisième caractéristique, selon le chef de la diplomatie algérienne, est le développement de l'armement des groupes terroristes en Afrique, qui ont obtenu des armes avancées qu'ils utilisent dans leurs opérations, qu'il a qualifiées de «militaires».

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères algérien explique, dans son intervention sur le fléau du terrorisme, que «en termes d'action militaire, nous ne voyons plus d'attaques aléatoires et barbares de la part de groupes terroristes. Nous voyons plutôt un contrôle des tactiques militaires et les stratégies sont en train d'évoluer, ce qui indique le danger croissant du terrorisme en Afrique. «Le ministre a conclu que l'Algérie, au vu de toutes ces données, a jugé opportun de mettre en avant ce fléau du terrorisme en Afrique, affirmant qu'il s'agit d'une grande responsabilité qui incombe à l'Algérie, étant donné que le Président Abdelmadjid Tebboune, est le porte-parole de l'Afrique dans ce domaine, et c'est lui qui est habilité à suivre ce dossier au nom du continent africain et cette responsabilité lui a été confiée par ses homologues du continent africain. «Rappelons que chargé par le Président Tebboune, Ahmed Attaf est arrivé, avant-hier dimanche, à New York pour présider une série de réunions et d'activités dans le cadre de la présidence algérienne tournante du Conseil de sécurité des Nations unies pour le mois de janvier en cours.

L. A.

## REPÈRE

Coopération

**Le Premier ministre reçoit l'ambassadeur de l'UE en Algérie**

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a reçu, avant-hier dimanche au Palais du Gouvernement, l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) en Algérie, M. Diego Mellado Pascua, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

La rencontre a été «l'occasion de passer en revue les aspects de la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne et d'évaluer l'état et les perspectives des relations bilatérales, à la lumière de l'accord d'association Algérie-UE, au vu de leur caractère stratégique, réaffirmant leur engagement commun à œuvrer de concert en vue d'établir un partenariat global et diversifié marqué par de nouvelles dynamiques, selon une approche équilibrée garantissant les intérêts des deux parties», ajoute la même source.

Les deux parties se sont félicitées de «la réunion prévue du Comité technique bilatéral de concertation sur les relations commerciales entre les deux parties», insistant sur «l'importance de la tenue du Conseil d'association Algérie-UE, qui sera l'occasion pour les deux partenaires d'évaluer la coopération bilatérale, dans un esprit d'amitié et d'entente mutuelle, et d'examiner les opportunités de son renforcement et de son développement, en tenant compte du développement que connaît l'Algérie», conclut le communiqué.



Conseil de sécurité de l'ONU, du débat trimestriel sur la question, a vu la participation du secrétaire général de l'Organisation, Antonio Guterres qui devait prononcer une allocution. Lors du débat public de lundi, Antonio Guterres et les membres du Conseil devraient saluer l'accord de cessez-le-feu et exhorter les deux parties à s'engager, de bonne foi, à le mettre en œuvre pleinement et rapidement.

Lakhdar A.

Voir sur Internet  
www.lnr.dz.com



## Campagne de l'extrême droite et certains officiels français contre l'Algérie Dominique de Villepin critique le gouvernement français et sa gestion des grandes affaires diplomatiques

L'ancien Premier ministre français, Dominique de Villepin, s'est dit « affligé » par la façon dont les grandes affaires diplomatiques, notamment les relations avec l'Algérie, sont traitées. Dénonçant les provocations du ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, l'accusant de mépriser l'histoire et les liens profonds unissant les deux nations.

« Quelque chose qui m'afflige tous les jours, c'est la façon dont les grandes affaires diplomatiques sont traitées aujourd'hui par les hommes politiques français, par Twitter en quelques phrases », a indiqué Dominique de Villepin dans un entretien à Médiapart, diffusé sur le compte youtube du média français.

Citant entre autres phrases, « il faut dénoncer l'accord de 68 ». « Quand on a l'histoire que nous avons avec l'Algérie, est-ce qu'on peut ramener à une formule comme celle-là, s'est-t-il interrogé. Non sans se demander, « qu'est-ce que ça veut dire, il faut supprimer l'accord de 68 ? ». « Ça veut dire gros, il faut donner un coup à l'Algérie. C'est ça la diplomatie ? C'est ça une politique vis-à-vis d'un pays avec lequel nous sommes liés par la culture, par l'histoire, par la géographie, par le peuple ? », s'est exclamé l'ancien chef de la diplomatie française.

Pour l'ancien diplomate, Premier ministre et secrétaire général de



De Villepin : « Quelque chose qui m'afflige tous les jours, c'est la façon dont les grandes affaires diplomatiques sont traitées aujourd'hui par les hommes politiques français, par Twitter en quelques phrases ». (Photo : D. R.)

l'Élysée, on ne peut pas aujourd'hui prétendre parler au monde en employant uniquement le langage de la surenchère, parce que, dit-il, il s'agit d'appuyer sur une touche pour dire surenchère. « Exclure, éloigner, et marquer de la fermeté, ce sont des marqueurs politiques, dans une société où on progresse dans les sondages, on progresse dans les vues et dans les likes, parce qu'on emploie les bons marqueurs », a-t-il poursuivi non sans s'en prendre à Emmanuel Macron pour sa gestion interne, notamment sa manière de gouverner contre les Français. Le drame d'Emmanuel Macron, a ajouté l'ancien Premier ministre français, ce qu'il n'a à aucun moment compris, c'est qu'il a cru pouvoir gouverner contre les Français, et durant les mandats

successifs qu'il a eus, il a voulu les pousser dans la logique qui est la sienne : d'un jeune homme issu du monde de la finance, de la technocratie et de la Start-up... « Il a cru avoir raison contre tout le monde et les avertissements qu'il a eus ne lui ont pas fait changer d'avis. Il n'a jamais amendé et il n'a jamais tiré les leçons », a observé Dominique de Villepin, regrettant qu'à force de pousser, la France s'est retrouvée dans le cul-de-sac où elle est aujourd'hui. De nombreuses voix s'étaient élevées en France pour critiquer la récente campagne de désinformation menée contre l'Algérie par l'extrême droite et fustiger l'acharnement de certaines parties contre les Algériens. La semaine passée, un député française du parti « La France in-

soumise » (LFI) avait vigoureusement dénoncé les provocations du ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, contre l'Algérie, le qualifiant de « piètre agitateur ». « Votre ministre de l'Intérieur s'est illustré par ses déclarations racistes en qualifiant une partie de nos concitoyens de Français de papiers », avait déploré la présidente du groupe parlementaire LFI Mathilde Panot, à l'adresse du Premier ministre François Bayrou, lors du débat sur la politique générale du gouvernement français. La Fédération franco-algérienne de consolidation et du renouveau (FFA) avait exprimé, pour sa part, sa plus vive indignation face à la campagne politico-médiatique, dirigée contre l'Algérie et les Algériens.

Rabah Mokhtari

### BRÈVE

Audience

**Le président de la République reçoit le premier secrétaire national du FFS**

Le président de la République, M Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier lundi au siège de la Présidence de la République, M Youcef Aouchiche, premier secrétaire national du Front des forces sociales (FFS), et la délégation qui l'accompagnait, indique un communiqué de la Présidence de la République. Selon la même source, directeur du Cabinet M. Boualem Boualem, et le Conseiller du président de la République chargé de la direction générale de la communication, Kamel Sidi Said ont pris part à cette entrevue.

Agence



Situation au Moyen-Orient et en Palestine occupée

## Ahmed Attaf préside une réunion du Conseil de sécurité

Dans le cadre de la présidence algérienne tournante du Conseil de sécurité des Nations unies pour le mois de janvier en cours, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier lundi, à New York, la réunion ministérielle du Conseil de sécurité (CS) consacrée à « la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Une occasion pour l'Algérie d'appeler à la fin de l'occupation et la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain. Au menu de cette réunion qui marquera l'ouverture, au Conseil de sécurité de l'ONU, du débat trimestriel sur la question, avec la participation du secrétaire général de l'organisation, Antonio Guterres qui devrait prononcer une allocution, l'accord de cessez-le-feu entre le mouvement de résistance islamique, Hamas, et l'entité sioniste, entré en vigueur dimanche 19 janvier. Un accord qui devrait être salué lors du débat public par Antonio Guterres et les membres du Conseil, non sans exhorter les deux parties à s'engager, de bonne foi, à le mettre en œuvre pleinement et rapidement. L'Algérie qui a œuvré, sans cesse, au sein du Conseil de sécurité, pour l'adoption d'une résolution exigeant un cessez-le-feu permanent et durable à Ghaza, dévastée par des mois d'agression sioniste génocidaire, devrait réitérer son appel à la pleine mise en œuvre de l'Accord et souligner la nécessité d'aller vers un cessez-le-feu permanent.

Insister également sur l'importance de lever toutes les restrictions et les entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire à la population palestinienne de la bande de Ghaza, et, exiger un retrait complet des forces d'occupation sionistes des territoires palestiniens. Suite à l'annonce de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza, l'Algérie a exprimé sa satisfaction, affirmant la nécessité de concrétiser cet accord dans tous ses termes et ses dimensions, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. Estimant que cet accord constitue une réponse partielle aux aspirations du peuple palestinien. « L'Algérie a accueilli avec une grande satisfaction l'annonce de l'accord de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza, un accord tant attendu pour atténuer la souffrance du peuple palestinien et mettre fin à l'injustice qu'il subit dans la guerre génocidaire menée contre lui par l'occupation sioniste depuis plus de 15 mois », lit-on à travers ce communiqué.

Cette réponse doit être complétée par d'autres démarches pour la reconstruction et l'unification des territoires palestiniens mais aussi par l'ouverture de perspectives concrètes pour l'établissement d'un Etat palestinien indépendant et souverain comme solution juste, durable et définitive au conflit arabo-israélien, une condition sine qua non pour rétablir la sécurité et la stabilité dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient.

Rabah M

### PROTECTION CIVILE

Changement climatique et catastrophes naturelles

## Les sapeurs-pompiers algériens et tunisiens unissent leurs forces

Choisissant la ville frontalière d'El-Oued qui sépare l'Algérie et la Tunisie comme lieu symbolique pour se rencontrer, le Comité bilatérale mixte algéro-tunisien regroupant et représentant à la fois les deux Protections civiles, algérienne et tunisienne a débattu, hier lundi en Algérie, les mécanismes de renforcement, de coordination et de coopération bilatérale dans les domaines de la lutte contre les feux de forêts, les catastrophes naturelles, du changement climatique, de la gestion des risques naturels et technologiques aussi. A cette importante occasion, le directeur général de l'Office national de la Protection civile tunisienne, Abdessamed Ben-Djedou emmené par une forte délégation composée de cadres centraux de la Protection civile tunisienne, s'est déplacé, hier lundi en Algérie et plus exactement dans la wilaya frontalière d'El-Oued, où son homologue algérien représenté par le Colonel Boualem Boughlef, Directeur Général de la Direction générale de la Protection civile (DGPC), l'a reçu en grande pompe. Lors de cette rencontre de travail, les deux responsables de la Protection civile, algérienne et tunisienne, ont tenu à féliciter le développement remarquable de l'accord de coopération en 1985, en vertu Décret n° 215-86 du 26 août 1986, qui consiste, voire qui consacre, le renforcement de la coopération et l'entraide dans le domaine de la Protection civile entre la République Algérienne Démocratique et Populaire, et la République Tunisienne, la coopération algéro-tunisienne dans le domaine de la Protection civile. Très optimistes sur l'avenir prometteur qui lie les deux Directions générales de la Protection civile, le Colonel Boualem Boughlef et son homologue tunisien le Directeur Général Abdessamed Ben-Djedou, « ont échangé leurs expériences dans les domaines de la formation, de l'intervention et des secours aux populations affectées, ainsi que les moyens de développer les mécanismes de coordination et de coopération régionale et internationale dans le domaine de la Protection civile, notamment la coordination opérationnelle liée à la lutte contre les incendies de forêts et les inondations, notamment le long de la frontière algéro-tunisienne », a annoncé, hier lundi, la DGPC à travers un communiqué. Durant cette réunion, ajoute la même source, les deux délégations ont décidé d'organiser régulièrement des Forums d'étude et des séminaires scientifiques conjoint sur la prévention et la gestion des catastrophes et des crises entre les deux secteurs afin de renforcer les capacités opérationnelles des personnels et des agents de la Protection civile. Faut-il le rappeler, en juillet 2022 et suite à la décision prise par le président de la République, une colonne mobile spécialisée dans l'extinction des feux de forêts à été envoyée en Tunisie, sous le commandement d'un officier supérieur, pour apporter aide et assistance face aux violents feux de forêts qui avaient sévi à cette période.

S. Abi



La BDL ouvre son capital :

## Une exonération fiscale et des bénéfices qui doubleront d'ici 2029

**Ce lundi a marqué un tournant historique pour la Banque de Développement Local (BDL), avec un afflux massif de souscripteurs désireux d'acquérir des actions dans le cadre de l'ouverture de son capital.**

L'opération, qui se poursuivra jusqu'en février, suscite un engouement exceptionnel, selon les déclarations de Youcef Lalmas, directeur général de la BDL, lors de son passage sur la Chaîne III de la Radio algérienne.

« La BDL est une banque publique solide, présente sur le marché depuis 40 ans et orientée à 75 % vers le secteur privé », a affirmé M. Lalmas. La banque, qui cible principalement les petites et moyennes entreprises, a enregistré en 2023, un chiffre d'affaires impressionnant de 17,5 milliard de dinars algériens (DA).

Pour l'acquisition des actions, le prix a été fixé à 1.400 DA après une décote de 146 DA par rapport à une valorisation initiale de 1.546 DA. Cette réduction offre dès le départ un avantage financier aux investisseurs. De plus, ces actions bénéficient d'exonérations fiscales, notamment sur les plus-values générées et, pendant cinq ans, sur leur revente. La BDL s'engage également à redistribuer 50 % de ses bénéfices aux actionnaires à la fin de chaque exercice. Selon les projections, la Banque prévoit une augmentation significative de ses bénéfices, passant de 17,5 milliards DA actuellement à environ 33 milliards DA en 2029. L'ouverture du capital vise à renforcer les capacités financières de la Banque, avec une augmenta-



■ Au-delà de ses ambitions internes, la BDL joue un rôle crucial dans le soutien à l'économie algérienne. (Photo: D. R.)

tion prévue à 147 milliards DA. Ce montant soutiendra un plan stratégique ambitieux sur cinq ans, centré sur le développement technologique, la modernisation des infrastructures et l'expansion du réseau d'agences.

Une cinquantaine de nouvelles agences et 50 espaces self-service digitalisés sont prévus, avec un investissement global de 30 milliards DA dédié à la numérisation et à l'amélioration des systèmes d'information. Outre son expansion, la BDL ambitionne de doubler sa capacité de crédits, passant de 1.200 milliards DA à 2.400 milliards DA à l'horizon 2029.

En parallèle, la Banque vise à augmenter ses collectes de fonds, at-

teignant 1.300 milliards DA.

« Cette opération d'ouverture de capital est une étape-clé pour consolider notre position sur le marché, améliorer notre efficacité et répondre aux besoins croissants de nos clients », a conclu M. Lalmas. En somme, l'initiative reflète la volonté de la BDL de s'affirmer comme un acteur majeur du secteur bancaire algérien tout en offrant des opportunités de croissance et de rendement à ses actionnaires. Parmi les nombreux avantages proposés aux investisseurs, l'exonération fiscale joue un rôle central. Non seulement les actions sont exemptées d'impôts à l'acquisition, mais elles offrent également des gains sur

la plus-value sans taxation. Cette mesure, inédite dans le paysage bancaire algérien, rend l'investissement particulièrement attrayant, surtout pour les petits et moyens épargnants cherchant un placement sûr et rentable.

La modernisation de la BDL passe également par un virage technologique majeur. La banque prévoit de transformer l'expérience client avec l'ouverture de 50 nouveaux espaces self-service, entièrement digitalisés, pour offrir des services rapides et efficaces. Ces innovations s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à aligner la BDL sur les standards internationaux, tout en répondant aux attentes croissantes des entreprises et particuliers en matière de services bancaires modernes. Au-delà de ses ambitions internes, la BDL joue un rôle crucial dans le soutien à l'économie algérienne. En doublant sa capacité de crédits d'ici 2029, elle entend stimuler les investissements des petites et moyennes entreprises, véritable moteur de la croissance économique. Cet engagement, combiné à sa capacité à attirer l'épargne nationale, confirme son positionnement stratégique en tant qu'acteur clé du développement local. Avec une stratégie clairement définie, des projections financières solides et un cadre fiscal attractif, la BDL se présente comme un véritable levier de croissance pour les investisseurs et pour l'économie nationale. Cette opération d'ouverture de capital constitue une opportunité rare de participer à l'essor d'une institution financière de premier plan.

Djamila Sai

### EXPORTATIONS

#### AQS

### Exportation de 700.000 tonnes de produits sidérurgiques en 2024

La société Algerian Qatari Steel (AQS), implantée dans la zone industrielle de Bel-lara, dans la commune d'El Milia (Jijel), a exporté près de 700.000 tonnes de produits sidérurgiques en 2024. C'est ce qu'a indiqué, dimanche passé, le directeur général-adjoint de l'entreprise, Sofiane Chaib Setti. « AQS a pu accéder, grâce à la qualité de ses produits, à de nombreux marchés internationaux, ce qui lui a permis d'exporter quelque 700.000 tonnes d'acier et dérivés vers 36 pays », a-t-il ajouté, soulignant que ces exportations ont généré « plus de 360 millions de dollars », ce qui reflète, selon lui, « l'implication de l'entreprise dans l'orientation générale des pouvoirs publics visant à augmenter les exportations hors hydrocarbures ».

L'accès des produits de l'entreprise aux marchés internationaux et la prise de parts importantes s'expliquent, a encore indiqué le directeur général-adjoint d'AQS, par « le respect des normes et des standards exigés par les différents pays pour accepter tout produit ». Pour M. Chaib Setti, « l'obtention de certificats internationaux de conformité en matière de qualité a permis à la société d'intégrer sans problème la plupart des marchés européens, américains et asiatiques », et lui a également permis de remporter le titre de « meilleur exportateur algérien vers l'Afrique pour l'année 2024 ».

En effet, les organismes spécialisés internationaux les plus prestigieux ont approuvé les produits de l'entreprise algéro-qatarie sur divers marchés mondiaux. Ce qui a permis à AQS d'obtenir en 2023 de multiples certificats de qualité et de sécurité, dont la certification des produits dans les pays baltes de KIWA, un certificat de conformité de qualité pour l'acier d'armature de Pologne (Zetom), un certificat d'exportation de produits vers les marchés scandinaves (Globecert AB), UK Cares, en plus d'un certificat de conformité des barres d'armature et des produits en fil machine dans le monde entier. Ces certificats ont été précédés de plusieurs attestations, dont ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001, devenant ainsi une marque internationale distinctive en un temps record.

Le chiffre d'affaires de la société Algerian Qatari Steel a atteint, en 2024, pas moins de 139 milliards de dinars, tandis que le volume de production a dépassé les deux (2) millions de tonnes de produits sidérurgiques, dont 66% ont été orientés vers le marché national et 34% vers l'exportation.

Ces chiffres reflètent « la compétitivité du produit algérien sur les plus prestigieux marchés internationaux », a affirmé M. Chaib Setti, révélant que l'objectif fixé dans un proche avenir est d'atteindre un volume d'exportation de 2,7 millions de tonnes sur 4 millions de tonnes représentant la production annuelle totale de la société et ce, après la mise en œuvre de la deuxième phase du projet d'extension dont l'entrée en service est prévue pour 2028.

Manel Z.

Réduisant notablement la facture d'importation, l'Algérie se dirige vers l'autosuffisance

## Avec une hausse de 14%, 148.000 tonnes d'huiles-moteur produits localement en 2024

Selon le président l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil, l'Algérie a enregistré, durant ces dernières années, une baisse notable de la facture d'importation des huiles-moteur grâce aux nombreux investissements des opérateurs privés dans ce domaine en arrivant même à produire localement des huiles-moteur de qualité compétitive.

Hôte, hier lundi, de la Radio algérienne, le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil a déclaré que la production nationale des huiles-moteur a connu un rebondissement positif colossal durant ces dernières années, cela grâce aux multiples investissements réalisés par des sociétés privées dans ce domaine, réduisant, ainsi, la dépendance de la facture d'importation et, surtout, produisant localement des huiles-moteur de qualité compétitive, c'est ce qu'a annoncé, hier lundi, sur les ondes de la Radio algérienne, le premier responsable de l'ARH.

« Non seulement une grande partie de la demande de la consommation nationale en huiles-moteur a été satisfaite, mais en plus de ça, nous avons pu produire, en 2024, 148.000 tonnes de cette matière énergétique, soit une hausse de 14 % par rapport à l'année 2023, où

le nombre de la production locale des huiles-moteur avait atteint 130.000 tonnes », a fait observer l'invité de la Radio algérienne. Soutenant fort la transition énergétique et la promotion de la durabilité environnementale, Rachid Nadil a mis en avant l'importance du recyclage des huiles usagées, précisant que « le Groupe Sonatrach recycle actuellement environ 30.000 tonnes d'huiles usagées par an, tandis que 80.000 tonnes restent à recycler », a-t-il dit. Le même intervenant a expliqué, hier sur les ondes de la Radio algérienne, que le Groupe Sonatrach a réalisé une usine de recyclage des huiles-moteur usagées afin de répondre à ses besoins, tout en invitant les opérateurs privés à investir davantage dans ce domaine en partenariat avec le Groupe Sonatrach, « le but est d'optimiser l'exploitation de ces ressources et réduire la pollution », a soutenu l'hôte de la Radio algérienne.

Il a cité, en outre, la poursuite de la hausse de la consommation annuelle de produits pétroliers, la consommation de carburant Diesel (mazout) ayant atteint 10,9 millions de tonnes en 2024, soit une hausse de 5% par rapport à 2023 (10,38 millions de tonnes).

« La consommation de l'essence, voire le carburant a aussi augmenté de 6% en 2024 pour atteindre 3,57 millions de tonnes, contre 3,36

millions de tonnes en 2023 », a fait savoir Rachid Nadil. Aussi, le représentant de l'ARH a expliqué que « la consommation du gaz de pétrole liquéfié (GPL) a connu une légère augmentation en 2024 par rapport à l'année précédente, passant de 1,8 million de tonnes contre 1,74 million de tonnes, alors que la consommation annuelle d'asphalte s'est stabilisée à 490.000 tonnes », a-t-il déclaré à la Radio algérienne.

Rachid Nadil a affirmé que les capacités productives des raffineries nationales sont suffisantes pour répondre à la demande locale, notamment avec les nouveaux investissements lancés par Sonatrach, la raffinerie de Hassi Messaoud en particulier (wilaya de Ouargla) qui entrera en production en 2027 avec une capacité productive allant jusqu'à 5 millions de tonnes.

Avant de conclure son intervention à la Radio algérienne, Rachid Nadil a précisé que l'approvisionnement du marché en gaz butane et propane (qui relève du Groupe Naftal) a connu une augmentation significative en 2024, « grâce à la création des dépôts supplémentaires de bouteilles de gaz pour assurer un approvisionnement régulier des zones éloignées », dira le responsable de l'ARH.

Sofiane Abi



## INFO/EXPRESS

L'ancien chef du Mossad  
**«Le Hamas est debout sur ses deux pieds, demain, nous partons et il restera»**



Les médias israéliens ont discuté des principaux objectifs de la guerre dans la bande de Gaza, aucun d'entre eux n'ayant été réalisé par l'armée d'occupation, selon leur description.

La chaîne 12 a souligné que «l'un des objectifs de la guerre annoncé par le cabinet était de détruire le Hamas», ajoutant «nous sommes maintenant un an et quatre mois après la guerre et nous approchons peut-être de la fin de la guerre et le Hamas est toujours debout». Elle a ajouté : «Il est vrai que le Hamas a reçu des coups très durs, mais il est toujours debout et, de fait, il contrôle et gère les affaires de la bande de Gaza». À cet égard, l'ancien chef du Mossad, Tamir Pardo, lors de son interview avec la chaîne, a rappelé la guerre du Vietnam dans la capitale, Saïgon : «Le dernier jour de la guerre, il y avait deux colonels, un Américain et un autre du Nord Vietnam. À ce moment-là, l'Américain dit à l'officier vietnamien : de toute la guerre nous n'avons pas perdu une seule bataille, ce à quoi ce dernier répondit : c'est peut-être vrai, mais demain matin, vous partirez et nous resterons». Bardot a noté que «la guerre ne se gagne pas seulement sur le champ de bataille. Le champ de bataille en est la première partie, mais la partie essentielle en est la fin». Il a conclu que «le gouvernement israélien insiste pour ne pas résumer (comment mettre fin à la guerre), ce qui a porté préjudice à l'armée, aux procédures de combat de l'armée et nous a causé de grandes pertes, car Israël n'a pas dit comment il voulait mettre fin à la guerre».

## Constantine

### Près de 7.600 repas chauds distribués à des personnes sans domicile fixe

Un total de 7.580 repas chauds a été distribué à Constantine au profit de personnes sans domicile fixe (SDF), dans le cadre de la campagne de solidarité «Hiver chaud», initiée par le bureau local du Croissant-Rouge algérien (C-RA), a indiqué, dimanche son président, Hadj Amor Benacer.



■ Campagne de solidarité «Hiver chaud», initiée par le bureau local du Croissant-Rouge algérien.

Cette initiative humanitaire qui a été entamée le début du mois de novembre dernier a permis la distribution de 100 repas chauds par jour et vise à venir en aide à cette catégorie vulnérable, notamment durant cette période marquée par une baisse des températures, a précisé à l'APS le même responsable. Ce programme spécial «hiver» tracé par cet organisme d'aide humanitaire porte aussi sur l'organisation des

visites médicales à domicile vers des zones reculées, où 69 consultations médicales ont été déjà effectuées au profit de 49 familles démunies dans les communes de Beni H'midene et de Didouche Mourad, a-t-il ajouté, notant que cette opération se poursuivra jusqu'à la veille du mois du Ramadhan prochain pour toucher 107 autres familles inscrites, relevant des communes d'Ain Abid, d'Ouled

Rahmoune et de Benbadis. Il s'agit également de 800 colis de denrées alimentaires, 530 couvertures et 335 unités de vêtements d'hiver, ont été distribués par les membres de ce bureau au profit des SDF et des personnes nécessiteuses, a encore détaillé M. Benacer. De son côté, l'association locale Nass El Kheir a procédé depuis début novembre 2024, à l'organisation d'activités similaires à travers

l'attribution de 1.640 repas chauds pour personnes sans-abri, orphelins et malades en plus de 30 kits alimentaires et 15 appareils de chauffage, a révélé son président, Tarek Kimouche qui lance un appel aux citoyens les exhortant à faire don de produits alimentaires et autres fournitures au niveau du siège de cette association, situé à la cité Emir Abdelkader de la ville de Constantine. ■

## INSP

### Sessions de formation sur la prévention et la prise en charge des maladies liées à l'alimentation

La première session de formation sur la prévention et la prise en charge des maladies liées à l'alimentation a été organisée, dimanche, passé à l'Institut national de santé publique (INSP) à Alger, au profit des professionnels de santé. S'exprimant à cette occasion, le Directeur général de l'INSP, Pr Abderrezak Bouamra, a fait savoir que ces sessions de formation sur la prise en charge nutritionnelle des patients interviennent conformément aux orientations

du ministère de la Santé pour l'accompagnement des patients et l'amélioration des soins de santé, notamment à travers une meilleure prise en charge nutritionnelle des patients. Cette première session de douze jours au profit des professionnels de santé de cinq wilayas est destinée tout particulièrement aux médecins généralistes, aux médecins scolaires et aux nutritionnistes. Ces sessions de formation portent sur la prise en charge nutritionnelle des pa-

tients dans les hôpitaux, conformément aux orientations du ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, qui a appelé à la formation de nutritionnistes et à l'accompagnement des hôpitaux pour un meilleur régime alimentaire au profit des patients. Pour sa part, le président de la Société algérienne d'obésité et maladies métaboliques (SAOMM), Pr Amar Tebaibia, a appelé à accélérer l'élaboration d'un plan national de nutrition. ■

## Affaires religieuses et Wakfs

### Belmehdi reçoit le premier groupe d'imams envoyés à Al-Azhar Al-Sharif

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a reçu, dimanche dernier à Alger, le premier groupe d'imams envoyés à l'académie islamique de recherche d'Al-Azhar (République arabe d'Egypte), a indiqué un communiqué du ministère. «M. Belmehdi a reçu, au siège du ministère, le premier groupe d'imams envoyés à l'académie islamique de recherche

d'Al-Azhar en République arabe d'Egypte, dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de coopération, conclu entre les deux pays, dans le domaine des affaires religieuses et des wakfs, ayant sanctionné les travaux de la 8e session de la Grande commission mixte algéro-égyptienne», précise le communiqué. A cette occasion, «le ministre a donné ses directives à messieurs

les imams quant à l'impératif de tirer le meilleur parti de cette formation qualitative dispensée au prestigieux établissement d'Al-Azhar, ainsi qu'à la nécessité de représenter dignement l'Algérie, sa civilisation et son patrimoine, pour incarner l'esprit de la coopération fructueuse entre le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et Al-Azhar Al-Sharif», conclut le communiqué. ■

## INFO/EXPRESS

Depuis Ghaza

### Le journaliste Rami Abou Jamous et son fils Walid adressent un message

Triple lauréat du Prix Bayeux des correspondants de guerre, Rami Abou Jamous, journaliste palestinien, a été distingué pour avoir rapporté avec courage et sensibilité son quotidien dans la bande de Gaza. Depuis ce territoire meurtri, il continue de témoigner et, avec son fils Walid, adresse un message empreint de soulagement après des jours éprouvants. Il parle non pas d'une joie, mais d'un soulagement mêlé à une profonde tristesse pour tous les morts et pour les êtres chers que tant de familles ont perdus. Ensemble, ils évoquent l'espoir d'une reconstruction, autant pour les enfants traumatisés que pour les infrastructures dévastées, et expriment leur aspiration à un avenir meilleur pour tous les Palestiniens. ■

Audience

### Le président de l'ONSC reçoit l'écrivaine française Isabelle Vahé

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Nouredine Benbraham, a reçu, dimanche à Alger, l'écrivaine française anti-colonialiste, Isabelle Vahé. A cet égard, M. Benbraham a estimé que Mme Vahé a été reçue au regard de «ses positions braves et honorables, elle qui a eu le courage de s'opposer à la pensée coloniale et de l'exprimer haut et fort dans de nombreuses tribunes, contribuant ainsi à ancrer l'idée que les questions liées au colonialisme sont imprescriptibles». Et d'ajouter, «cette courageuse écrivaine est connue pour son humanité, elle qui a mis à nu les abus et les pratiques exercés par son père impliqué dans des actes de tortures contre les citoyens et les révolutionnaires dans les prisons françaises en Algérie, celui qui faisait partie des colons et de l'armée coloniale». Dans ce contexte, M. Benbraham a mis en avant «l'importance du rôle de cette femme de lettres, ainsi que d'autres représentants de la société civile en vue d'inculquer à la nouvelle génération en France, en Europe et à travers le monde, une culture qui affirme que les questions coloniales sont imprescriptibles, car il est question de mémoire et d'histoire». De son côté, Mme Vahé s'est réjouie de sa présence en Algérie, terre des martyrs, affirmant que la médaille qui lui a été décernée est une source de fierté pour elle, qui n'a eu de cesse de rejeter et de condamner les positions de son père. ■



Aide humanitaire à Ghaza

## Une livraison d'aide de 600 camions par jour

**Un accord de cessez-le-feu entre le Hamas et Israël permis à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) un optimisme prudent quant à l'augmentation potentielle de l'aide humanitaire dans l'enclave dévastée. Des plans sont en place pour que les livraisons commencent début de semaine, a déclaré le vétérinaire de l'humanitaire.**

Le Dr Rik Peepkorn a qualifié l'annonce du cessez-le-feu de «signe d'espoir», mais le défi était énorme et décourageant, en raison des pénuries chroniques et graves de nourriture, de carburant et de fournitures médicales.

Le Représentant de l'OMS dans les territoires palestiniens occupés (TPO), estime que : «L'objectif est d'acheminer entre 500 et 600 camions par jour au cours des prochaines semaines». Cela représenterait «une énorme augmentation» par rapport aux 40 à 50 camions qui ont atteint Gaza ces derniers mois et serait similaire au niveau d'aide qui atteignait Gaza avant que la guerre n'éclate le 7 octobre 2023, qui a considérablement réduit les livraisons de secours.

«Nous avons commandé des cliniques et des hôpitaux préfabriqués temporaires que nous intégrerons dans les installations existantes, afin d'augmenter le nombre de lits nécessaires, de répondre aux besoins urgents en matière de santé et de fournir des services de santé». Les organisations humanitaires ont signalé à plusieurs reprises que la crise à Gaza avait atteint un niveau catastrophique pour les civils. Plus de 46 000 personnes ont été tuées, selon les autorités, et plus de 110 000 ont été blessées, souvent avec des séquelles mortelles, depuis le début du conflit en octobre 2023. Les maladies se propagent et le risque de famine reste élevé - des besoins auxquels il est essentiel de répondre, a affirmé le Dr Peepkorn, d'autant plus que plus de 12 000 patients - dont un tiers d'enfants - attendent toujours d'être évacués pour recevoir des soins spécialisés.

Mais le rythme des évacuations a été terriblement lent. Sur les 1 200 demandes soumises entre novembre et décembre 2024, uniquement 29 ont été approuvées, soit un taux de seulement 2,4 %, selon l'OMS.

D'autres agences ont souligné la nécessité immédiate de fournir de la nourriture, de l'eau et des fournitures médicales, mais aussi du carburant et des pièces détachées pour les générateurs des hôpitaux. Malgré les conditions désastreuses, l'OMS entend mettre en œuvre un ambitieux plan d'intervention sanitaire d'urgence de 60 jours, une fois que le cessez-le-feu sera entré en vigueur. Le système de santé de Gaza a été anéanti, la moitié seulement des 36 hôpitaux étant actuellement opérationnels. Les infrastructures sanitaires essentielles continuent d'être prises pour cible, selon l'agence des Nations Unies pour la santé, qui fait état de 664 attaques depuis octobre, qui ont causé la mort de civils et de travailleurs médicaux, et endommagé des installations sanitaires vitales. Malgré ces conditions désastreuses, l'OMS entend mettre en œuvre un ambitieux plan d'intervention sanitaire d'urgence de 60 jours, une fois que le cessez-le-feu sera entré en vigueur. Il s'agit notamment d'intensifier les efforts existants en matière de santé, de mettre en place des cliniques médicales temporaires et de rétablir les services de santé essentiels. Les



Plus de 10 milliards de dollars sont nécessaires pour restaurer le système de santé de Ghaza, qui est en ruine.

efforts porteront également sur la lutte contre la malnutrition, le renforcement de la surveillance des maladies et la fourniture de matériel médical dans des zones jusqu'à présent difficiles d'accès.

### Plus de 10 milliards de dollars pour la santé

Plus de 10 milliards de dollars sont nécessaires pour restaurer le système de santé de Gaza, qui est en ruine. Une aide internationale substantielle sera indispensable pour éviter de nouvelles pertes en vies humaines et empêcher l'effondrement complet de l'infrastructure sanitaire de la région estime l'organisation.

En plus de répondre aux besoins immédiats en matière de santé, il est également urgent de fournir une aide humanitaire plus large. La nourriture, l'eau potable et les abris sont des priorités fondamentales, au même titre que d'autres médicaments et équipements médicaux cruciaux qui restent désespérément rares. Pour l'instant, les agences internationales continuent de travailler dans des conditions difficiles et dangereuses, en espérant que le cessez-le-feu offrira une bouée de sauvetage aux personnes piégées dans l'enclave assiégée.

### Une ouverture durable des couloirs humanitaires

Le Programme alimentaire mondial (PAM) salue l'accord de cessez-le-feu annoncé mercredi (15 janvier). Mais ce cessez-le-feu n'est que le début et non la fin de ce qui est nécessaire pour venir en aide aux familles désespérées et affamées de Gaza.

Le PAM a besoin de 300 millions de dollars pour répondre aux besoins urgents dans l'enclave au cours des six prochains mois. Le PAM appelle toutes les parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre fin à tout nouveau combat et garantir un accès humanitaire sûr - la guerre a laissé plus de 2 millions de personnes entièrement dépendantes de l'aide alimentaire, sans abri et sans aucun revenu. Il faut que tous les points de passage frontaliers restent ouverts et fonctionnent de manière fiable. Il faut également que les équipes humanitaires puissent se déplacer librement et en toute sécurité à travers Gaza pour atteindre les personnes dans le besoin. Si ces conditions sont réunies, le PAM est prêt à intensifier ses efforts et à distribuer de la nourriture vitale à plus d'un million de personnes à Gaza.

Les besoins à Gaza sont immenses. Le redressement nécessitera une réponse humanitaire de grande ampleur, avec la collaboration de toutes les agences, y compris l'UNRWA, pour fournir une aide vitale à 2 millions de personnes. Le PAM a prépositionné suffisamment de nourriture le long des frontières et en route vers Gaza pour nourrir plus d'un million de personnes pendant trois mois. L'UNRWA dispose de suffisamment de provisions pour soutenir un mil-

lion de personnes supplémentaires. Pour le PAM, cela comprend des colis alimentaires, de la farine de blé, des produits pour les repas chauds et des compléments alimentaires. Le PAM s'efforce de relancer ce qui reste de l'économie de Gaza. Pour soutenir les commerces locaux et donner aux habitants la liberté de choix, le PAM prévoit d'étendre son aide en espèces et en bons d'achat à 100 000 personnes (une fois que l'activité commerciale et les liquidités le permettront).

Le PAM soutiendra également les usines restantes, les moulins à farine de blé et les magasins qui pourrissent. En utilisant des équipes spécialisées, le PAM a commencé à réparer et à enlever les décombres des routes essentielles et des principales voies d'approvisionnement pour permettre un transport plus rapide de l'aide, pour le compte du PAM et de ses partenaires humanitaires. Pour avoir un impact significatif sur la sécurité alimentaire de la population de Gaza, le PAM a besoin que la communauté internationale augmente son financement. Le PAM peut envoyer environ 1 600 camions de nourriture (30 200 tonnes) chaque mois pour faciliter les distributions à plus d'un million de personnes. Afin d'atteindre toutes les personnes dans le besoin, le soutien de l'UNRWA est essentiel. Le PAM s'est engagé à soutenir les efforts de distribution d'aide alimentaire de l'UNRWA.

Il sera également essentiel de coordonner et de faciliter rapidement les déplacements vers et à travers Gaza, la libre circulation étant indispensable entre le Sud et le Nord de la bande de Gaza.

Toutes les parties doivent garantir le passage sûr de l'aide et du personnel humanitaire à travers Gaza. Les flux commerciaux vers Gaza doivent être rétablis et les liquidités accessibles à la population pour qu'elle puisse acheter de la nourriture fraîche et d'autres produits de première nécessité.

### Les conditions du cessez-le-feu doivent être respectées

Si les réserves commerciales de nourriture et d'autres biens sont en place et que les banques locales disposent des liquidités nécessaires, nous fournirons également de l'argent liquide aux familles pour qu'elles puissent acheter de la nourriture et d'autres produits essentiels.

L'objectif du PAM est de fournir une aide alimentaire immédiate et de soutenir la production alimentaire locale, de réapprovisionner les boulangeries et de fournir des compléments nutritionnels à des milliers d'enfants. Pour atteindre les populations et avoir un impact significatif, le PAM a également besoin de toute urgence du soutien financier de la communauté internationale, afin que nous puissions accroître nos capacités et maintenir notre personnel humanitaire. Depuis plus de

deux mois, les habitants du nord de Gaza assiégé n'ont pratiquement pas reçu de nourriture.

Le froid et les pluies hivernales réduisent encore davantage les chances de survie de la population. La sécurité alimentaire à Gaza s'est aggravée, la population s'affaiblissant de jour en jour ; il n'y a presque plus de nourriture fraîche (fruits, légumes, viande, poisson), les magasins sont vides, les boulangeries ne peuvent pas fonctionner, faute de carburant, de farine ou des deux. La réponse humanitaire à Gaza est confrontée à des difficultés et des revers constants.

Le non-respect des principes humanitaires internationaux expose le personnel humanitaire, les opérations et la population de Gaza à des risques croissants.

Le PAM et ses partenaires humanitaires appellent toutes les parties à respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire et à permettre le passage sûr de l'aide.

### Mise à jour des opérations du PAM

Jusqu'à présent cette année, le PAM n'a pu atteindre que 305 000 personnes à Gaza et 177 000 en Cisjordanie. Les approvisionnements à l'intérieur de Gaza étant extrêmement limités, la plupart des personnes aidées ont reçu des repas chauds ou des rations considérablement réduites.

Le PAM a distribué 34 683 repas prêts à consommer à Gaza, en faveur de 151 840 personnes déplacées. Moins de 10 % des 1,675 million de personnes ciblées ont reçu une aide. Dans la ville de Gaza, les familles ont reçu deux colis alimentaires. Des repas chauds ont été servis dans 62 cuisines à 250 000 personnes déplacées à Gaza. En raison de pénuries d'approvisionnement, aucune boulangerie du sud et du centre de Gaza n'est opérationnelle depuis plus d'un mois. Dans la ville de Gaza, cinq boulangeries sont ouvertes mais ont réduit leur production de 50 % en raison de pénuries de carburant. Le carburant restant ne devrait durer que deux à trois jours. En décembre, le PAM a envoyé plus de 14 000 tonnes de nourriture à Gaza, mais a dû faire face à des difficultés en raison de l'insécurité et des pillages, ce qui a entraîné l'épuisement des stocks de janvier.

Pour atteindre davantage de personnes, le PAM a encore réduit ses rations, atteignant 1,4 million de personnes, mais la majorité n'a reçu qu'un seul sac de 25 kg de farine de blé au lieu de la ration complète de deux colis alimentaires et de deux sacs de farine de blé. Depuis le début de la crise, le PAM a livré plus de 181 000 tonnes de nourriture à Gaza à bord de 11 550 camions du PAM.

### En janvier, 166 camions transportant 2 257 tonnes de nourriture sont entrés à Gaza

Actuellement, les trois points de passage vers le sud et le centre de Gaza (Kerem Shalom, Kissufim et Porte 96) sont ouverts mais leur capacité est fortement limitée en raison de l'insécurité, notamment des pillages armés et des attaques contre les itinéraires des convois d'aide humanitaire. Au nord, le point de passage d'Erez-Ouest (Zikim) est opérationnel mais ne peut être utilisé que pour approvisionner la ville de Gaza. L'accès au gouvernorat de Gaza-Nord a été systématiquement refusé.

Environ 80 000 tonnes de nourriture attendent à l'extérieur de Gaza ou sont en route vers Gaza (Jordanie, Égypte et Ashdod) - de quoi nourrir plus d'un million de personnes pendant trois mois.

Samir Sabek/Agence

Palestine

## Des dizaines de colons sionistes prennent d'assaut l'esplanade d'Al-Aqsa

Des dizaines de colons sionistes ont pris d'assaut dimanche l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa, dans la ville occupée d'El-Qods, sous la protection de la police d'occupation sioniste, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa. Les colons se sont introduits par groupes successifs dans l'enceinte de la mosquée, ont mené des marches provocatrices dans ses cours et effectué des rituels talmudiques, précise Wafa qui cite

des témoins oculaires. Depuis le début de l'agression sioniste contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie, en octobre 2023, les forces d'occupation ont renforcé leurs procédures aux portes de la mosquée sainte et aux entrées de la vieille ville d'El-Qods. Au total, les colons sionistes ont pris d'assaut les cours de la mosquée Al-Aqsa à 256 reprises au cours de l'année 2024, souligne

Wafa

Liban

## Guterres demande le retrait de l'armée sioniste « dans le délai convenu »

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a demandé le retrait des forces sionistes du territoire libanais « dans le délai convenu », lors de sa visite entamée vendredi dans ce pays. « Il est désormais essentiel de voir le retrait des forces (sionistes) du territoire libanais et le déploiement simultané des forces armées libanaises à travers le sud du Liban dans le délai convenu », a déclaré M. Guterres, lors d'une conférence de presse organisée samedi à Beyrouth pour conclure sa visite de deux jours

dans le pays. « La souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban doivent être respectées », a-t-il ajouté. Le secrétaire général a également souligné l'importance de mettre en œuvre la résolution 1701 de l'ONU dans toutes ses dimensions. « Les Nations unies, y compris par le biais du coordinateur spécial des Nations unies pour le Liban et la FINUL, s'engagent à soutenir les parties prenantes à maintenir leurs obligations en vertu de la résolution 1701 et à s'assurer que la cessation des hostilités perdure », a-t-il encore noté.

APS

Palestine occupée

## Entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu à Ghaza

L'accord de cessez-le-feu est entré en vigueur dimanche à Ghaza après avoir été retardé de plus de deux heures et demie, en raison de la décision des autorités d'occupation de ne l'appliquer qu'après réception de la liste des prisonniers de guerre à libérer, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa. Selon l'accord annoncé mercredi dernier par le Premier ministre qatari et ministre des Affaires étrangères, Cheikh Mohammed bin Abdul Rahman Al Thani, le cessez-le-feu devait entrer en vigueur à 8h30 locales (6h30 GMT). Dimanche matin, les forces d'occupation ont continué leurs bombardements sur plusieurs zones de la bande de Ghaza, faisant 11 martyrs et des dizaines de blessés. ■



# contribution

Relation algéro-française

## Aplanir, pour une prospérité partagée, par le dialogue constructif, les tensions entre l'Algérie et l'Europe, l'Algérie et la France

**L**es relations algéro-françaises connaissent actuellement une forte turbulence, chaque pays défendant ses intérêts propres, n'existant pas de sentiments dans les relations internationales, autant la France que l'Algérie devant combattre la violence et l'extrémisme sous toutes ses formes, qui d'ailleurs a pris des formes modernes à travers les cyber-attaques devant en urgence définir un cadre juridique de protection au niveau mondial, je souhaite avec de nombreuses personnalités de toutes tendances, l'atténuation de ces tensions et que la raison l'emporte sur les passions en ces moments de fortes tensions régionales.

**S**elon les données du Trésor français, en 2022, la France était le 3<sup>e</sup> client de l'Algérie (10,5 % du total), derrière l'Italie (32,3 %) et l'Espagne (12 %) ; et la Chine était le 1<sup>er</sup> fournisseur avec une part de marché de 18,6%, suivie par la France (14 %) et l'Italie (7,7 %). L'Algérie est le 21<sup>e</sup> partenaire commercial de la France, le 25<sup>e</sup> client et son 20<sup>e</sup> fournisseur. Selon les Douanes françaises, les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie ont représenté au cours du 18/11/2025 de 1,03 dollar un euro 12, 15, milliards de dollars, et plus de 5,80 milliards de dollars durant le premier semestre 2024. En 2023, les exportations algériennes vers la France ont progressé de 15,3 % pour atteindre 6,18 milliards de dollars (soit 13 % des exportations algériennes d'hydrocarbures), dont 51,8 % de gaz sous toutes ses formes et 48,2 % de pétrole brut. Par ailleurs, les entreprises françaises sont présentes dans les secteurs des transports, de l'automobile, de l'agroalimentaire, de la banque/assurance, et de la pharmacie. En plus des relations économiques, sans parler des relations sécuritaires, la diaspora algérienne est fortement implantée en France, rendant les relations plus sensibles et plus complexes s'agissant de facteurs humains, souvent avec des mariages mixtes. Dans son immense majorité, elle vit de son travail, contribue à la richesse de la France et respecte les lois du pays d'accueil, ne devant pas être prise en otage et assimilée à ceux qui prônent la haine. Selon Patrick Simon, chercheur à l'INED, en 2020, je le cite : « Les immigrés algériens si on prend en compte leurs enfants nés en France avec un des deux parents immigrés algériens, cela fait au total 2 millions et même en ajoutant leurs petits-enfants, on est en dessous des trois millions quoiqu'il arrive » et même réactualisé pour entre 2000/ 2024, le nombre ne dépasserait pas 4 à 4,5 millions, étant très loin des 7 millions évoqués récemment par certains médias courant janvier 2025 qui ont repris malheureusement certaines déclarations de médias officiels algériens en date du 24 juillet 2020 qui n'ont pas pris la précaution de vérifier leurs données.

Par ailleurs, selon un communiqué de la présidence algérienne du 13 janvier 2025 une réunion a été consacrée au suivi de



l'état d'avancement des préparatifs en prévision de la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne (UE) (source APS) qui est le premier partenaire commercial de l'Algérie.

L'UE représente plus de la moitié du commerce extérieur algérien (environ 50,6 % en 2023) les exportations ayant certes diminué, de 22,3 milliards d'euros en 2015 à 14,9 milliards d'euros en 2023, mais le volume des échanges a enregistré une augmentation de plus de 20% en 2023 par rapport à 2022 et de 15% au premier trimestre 2024 par rapport à la même période de l'année 2023 selon le MAE algérien.

Sur le plan énergétique, l'Europe reconnaît, outre les exportations de GNL que l'Algérie en 2023 est devenue le deuxième fournisseur de gaz avec 19% avant la Russie et derrière la Norvège, à travers les canalisations Medgaz via Espagne et Transmed via l'Italie étant donc un acteur stratégique pour l'approvisionnement en énergie de l'Europe. (Voir nos interviews au niveau international google com 202/2024 et American Herald Tribune 2018). L'Algérie du fait du déficit de l'Europe de 14 milliards de mètres cubes gazeux en provenance de la Russie, après la suspension du transit via l'Ukraine peut combler une partie du déficit.

Car en 2023, selon l'Economics and Financial Analysis du 21 février 2024, sur une consommation mondiale de gaz de 4010,2 milliards de mètres cubes gazeux en 2023, la consommation de gaz en Europe (UE + Royaume-Uni, Norvège et Turquie) bien que tombée à son plus bas niveau en dix ans en dessous de la consommation de 2014 qui était de 472 milliards de mètres cubes demeure importante estimée en 2023 à 452 milliards de mètres cube. Sans compter la Turquie un partenaire économique important qui n'est pas membre, quatre pays, principaux clients de l'Algérie, qui sont

l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, et la France joueront un rôle clef dans les futures négociations de la révision de certaines dispositions de l'Accord, qui se tiendront prochainement à Bruxelles, en espérant que les tensions actuelles entre la France et l'Algérie ne seront pas un obstacle.

Selon la majorité des experts en géostratégie, des relations apaisées s'imposent entre tous les pays de la région, par le respect réciproque, en privilégiant le dialogue productif, afin d'éviter toute déstabilisation régionale qui aurait des conséquences dévastatrices sur tout l'espace euro-méditerranéen et africain dont l'espace sahélien appelé à connaître un profond bouleversement.

Les grands penseurs depuis Aristote et Platon ont toujours prôné le dialogue au lieu de la confrontations et n'oublions pas le geste colombien symbolique qui lui a valu respect et considération de l'Emir Abdelkader qui s'est interposé par la force à Damas pour éviter l'extermination de milliers de chrétiens l'Algérie de Saint-Augustin à l'émir Abdelkader, ayant toujours contribué à la spiritualité, à la tolérance et à la culture universelle.

L'Algérie ne demande pas l'aumône mais la considération et le respect de sa souveraineté, et éviter le chantage comme la dispense de visas pour une infime minorité qui ont le passeport diplomatique étendu à toute leur famille, ces derniers d'ailleurs ne devant avoir la dispense que pour ceux qui exercent une haute fonction présidentielle, sécuritaire ou ministérielle et non leurs familles. Depuis de longues années, je suis convaincu, avec de nombreux intellectuels et personnalités politiques de différentes sensibilités et nationalités, que s'impose la tolérance loin de la culture de la haine. L'ère des confrontations n'a eu cours que parce que les extrémismes ont prévalu dans un environnement fait de sus-

picion et d'exclusion. Connaître l'Autre, c'est aller vers lui, c'est le comprendre, mieux le connaître et ce afin de favoriser le dialogue de civilisations. L'histoire millénaire a montré que la symbiose des apports du monde musulman et de l'Occident – Islam, Judaïsme et Christianisme et toutes les autres religions comme le Bouddhisme, pour ne citer que ces grandes religions monothéistes et devant respecter ceux qui ne croient pas, ont favorisé le dialogue des cultures et des civilisations avec des prospérités et des déclin, montrant qu'aucune civilisation n'est supérieure à une autre. L'on doit respecter toute croyance de chacun ce qui permettra d'éviter ces chocs de civilisations préjudiciables à l'avenir de l'humanité. Le devenir d'un monde multipolaire, conditionne largement la réussite de cette grande entreprise de cohabitation entre les peuples, qui interpelle notre conscience commune. Le repli sur soi étant préjudiciable à notre prospérité commune et engendrerait d'inévitables tensions économiques, politiques, sociales et culturelles.

En conclusion, d'une manière générale, malgré ces divergences conjoncturelles, il s'agit comme je l'ai souligné il y a quelques années lors d'une conférence, à l'invitation du parlement européen à Bruxelles, de dépassionner les relations, car la stabilité des deux rives de la Méditerranée et de l'Afrique nous impose d'entreprendre ensemble, l'Algérie et l'Europe étant des partenaires stratégiques.

**Abderrahmane Mebtoul**  
Professeur des Universités  
Docteur d'Etat en sciences économiques  
(A Suivre...)



## INFO/EXPRESS

Mostaganem

### Formation continue des stagiaires aux gestes de premiers secours

L'objectif de cet enseignement vise principalement l'acquisition de notions essentielles de secours à la personne en situation de détresse vitale, à travers un enseignement bref, pratique, limité à l'urgence vitale et assimilable par tous, selon la cellule de communication de la direction de la formation professionnelle de la wilaya de Mostaganem. En effet, dans le cadre du suivi pédagogique de ses agents, la direction de la Protection civile de la wilaya de Mostaganem poursuit la mise en œuvre du programme de formation. En effet, des cours de premiers secours ont été donnés pour assurer une préparation complète des futurs agents. Le secourisme, ou les premiers gestes élémentaires de survie, constituent l'ensemble des gestes pratiques simples qui peuvent prévenir le danger d'une mort immédiate, rendre le blessé transportable vers un centre hospitalier et réduire les conséquences immédiates et tardives des blessures. L'objectif principal de cette formation est de permettre à chaque stagiaire de se préparer à intervenir efficacement en cas d'urgence.

N.Malik

Relizane

### Distribution de 400 logements sociaux prochainement

Le chef de l'exécutif, Sami Medjoubi a donné instruction pour l'affichage des listes dans les jours avenir, lors de la dernière visite qu'il l'a conduit dans la daïra de Relizane. Au total, un quota de 400 logements au quartier SN-Métal de Relizane, devrait être distribué aux mal-logés, très prochainement. Ainsi, il était prévu l'attribution de 400 logements pour les habitants. Selon les mêmes sources, la réalisation de ces logements est en phase d'achèvement. Les opérations de raccordement aux réseaux divers (eau, électricité et gaz) sont achevées, alors que les travaux de revêtement des chaussées dans les sites sont presque achevés, a-t-on fait savoir. Une opération pour déterminer les locaux à l'intérieur de ces sites d'habitat a été lancée. Ces locaux devront abriter des équipements publics, notamment une polyclinique, une antenne communale, un bureau de poste. Une commission de wilaya composée de représentants du wali de Relizane et des directions de l'Habitat et de l'Urbanisme. L'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a procédé à une opération de contrôle et d'inspection des différents programmes d'habitat prévus pour leur attribution au courant de ce 1<sup>er</sup> semestre.

N.Malik

## Journée nationale de la commune Inauguration et lancement de projets dans le Sud du pays

Les festivités marquant la Journée nationale de la commune (18 janvier) ont donné lieu, samedi dans les wilayas du sud du pays, à l'inauguration de nouvelles structures publiques, le lancement de projets de développement, l'attribution des logements à leurs bénéficiaires, ainsi qu'à l'organisation de cérémonies en l'honneur d'employés admis à la retraite.

A Ouargla, l'évènement a été marqué par une exposition organisée au niveau de la place jouxtant le siège de la commune du chef-lieu de wilaya, avec la participation de ses huit communes, afin de mettre en exergue leurs activités et projets de développement. Les autorités locales ont, à cette occasion, présidé une cérémonie de remise des clés, tenue au nouveau pôle urbain El-Bakrat (commune d'Ain Beïda) aux bénéficiaires des logements publics locatifs (LPL) des communes de Rouissat (200 unités) et Ain Beïda (500 + 300 unités). L'évènement a aussi donné lieu, dans la commune de Sidi Khouiled, à l'inauguration d'une agence commerciale de Sonelgaz, le lancement d'un projet de réalisation d'une station de pompage, d'un canal de rejet et du réseau d'assainissement principal pour lotissement rural intégré, en plus de la réalisation, l'équipement et de l'électrification d'un puits d'eau et d'un canal d'ad-



Plusieurs projets de développement ont été mis en service à travers les wilayas du Sud du pays. (Photo > D. R.)

duction dans le même lotissement située dans la localité d'Ain Moussa. Plusieurs projets de développement ont été mis en service à travers la wilaya de Timimoun, notamment des cantines scolaires et un nouveau bureau de poste au Ksar la Kasbah dans la commune de Timimoun, ainsi qu'une annexe administrative dans le centre rural de ksar Ighzar dans la commune d'Ouled Saïd. En outre, une exposition a été mise sur pied au siège de la commune de Timimoun, au cours de laquelle des interventions ont été présentées sur «le rôle de la com-

mune au service du développement local» et «la numérisation des documents administratifs». Dans le même sillage, une rencontre sur le thème «la commune entre l'ancienne loi et les perspectives de la nouvelle loi» a été organisée à El-Ménia en présence des autorités locales et des membres des trois Assemblées populaires communales (APC) que compte la wilaya. A Touggourt, la commune de Zaouia El-Abidia a abrité les festivités de la Journée nationale de la commune, en organisant une série d'activités mettant en valeur le parcours et

les efforts de cette collectivité locale, et une cérémonie en hommage des travailleurs admis à la retraite. Une série d'expositions rétrospectives des actions et des réalisations acquises dans les dix communes de la wilaya de Ghardaïa ont été inaugurées dans les sièges des APC à l'occasion de la Journée nationale de la commune. Ces expositions qui ont mis en exergue les différentes réalisations dans chaque commune de la wilaya depuis leurs créations, ont été suivies également par des cérémonies honorifiques pour les différents présidents d'APC. ■

Mostaganem

### Le centre anti-cancer de Sidi Medjdoub opérationnel

Le centre de radiothérapie pour les cancéreux de Sidi Medjdoub est opérationnel depuis hier, a annoncé un communiqué émanant du cabinet du wali de Mostaganem. Le centre anti-cancer (CAC) de Sidi Medjdoub, dont le service de radiothérapie a été inauguré par Ahmed Boudouh, wali de Mostaganem, en présence du P/APW, du directeur de la santé Cet établissement de 32 lits a fait l'objet d'un financement de 1,9 milliard de centimes comporte, la radiothérapie dans lequel sont installés 2 accélérateurs de particules et un scanner de dosimé-

trie, un service de médecine nucléaire, d'une unité d'oncologie médicale et d'un laboratoire de biologie moléculaire. Cet établissement reçoit les patients du bassin de population de la wilaya, ainsi que de celles des communes limitrophes ou proche du chef-lieu de Mostaganem. Le CAC de Mostaganem est le fruit d'une politique volontariste du wali de Mostaganem, en vue de soigner les types de cancer les plus répandus en Algérie, à savoir le cancer du sein, de la prostate, du colon et du nasopharynx », précise à notre bureau de rédac-

tion, le docteur Mohamed Tewfik Khallil, directeur de la santé de la wilaya de Mostaganem. Le CAC sera renforcé par l'acquisition d'appareils médicaux de haute technologie, réceptionnés dans le cadre d'un programme de grande envergure visant à en faire un centre référent dans le traitement des malades du cancer, en plus d'apporter l'accompagnement technique nécessaire à des centres similaires limitrophes, indiquent les cadres de cette structure sanitaire.

N.Malik

Béni-Abbès

### Réalisation en cours d'un centre de stockage de céréales

Un centre de stockage de céréales d'une capacité de 5.200 tonnes est en réalisation au chef-lieu de commune de Béni-Abbès, dans le cadre des efforts de développement du secteur de l'agriculture, notamment la céréaliculture, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Le projet qui s'étend sur une superficie

de 7.800 m<sup>2</sup> dont 2.530 m<sup>2</sup> bâtis, et qui a nécessité un financement public de plus de 200 millions DA, est piloté par la direction locale du secteur des Equipements publics qui prévoit sa réception à la fin du premier semestre 2025, a-t-on précisé. En plus de son silo, ce centre, situé à proximité de la RN-6A reliant le

Sud-ouest au Nord du pays, disposera, une fois mis en service, d'un centre de contrôle, d'une unité de balances pour le contrôle précis et en temps réel des quantités de céréales livrées et celles stockées, ainsi qu'un bloc administratif et plusieurs autres servitudes, a-t-on ajouté.

APS

## INFO-EXPRESS

Relizane

### Un mort dans un accident de la circulation à Oued Slam

Un chauffeur d'une motobécane a trouvé la mort, samedi aux environs de 19h00, dans la commune de Oued Slam, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Relizane, précise la direction de la Protection civile de la wilaya de Relizane. L'accident s'est produit au village Kantoni, quand une collision s'est produite entre un bus de voyageurs et un homme à bord d'une moto provoquant sa mort. La dépouille mortelle a été déposée au service de la médecine légale de l'hôpital local. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de ce drame ayant plongé la région en émoi.

N.Malik



# décryptages

Ukraine : corruption institutionnalisée

## L'ADN de la classe politique ukrainienne (Partie II)

**Ayant des connaissances précises sur les processus constitutifs de la classe politique ukrainienne, l'auteur des présentes lignes peut affirmer que l'intégralité de la classe politique ukrainienne actuelle et des personnes qui ont pour objectif de la rejoindre ont la corruption ancrée au niveau quasi-génétique.**

Cette affirmation n'est guère une exagération. La classe politique occidentale actuellement au pouvoir ne comprend ou, plus exactement, fait semblant de ne pas comprendre, que le sens même de l'activité politique en Ukraine est de générer d'importants revenus financiers personnels. Revenus, qui ne peuvent être atteints sans le recours à la corruption à grande échelle. Et ceci est absolument à tous les niveaux hiérarchiques : en commençant par les petits élus municipaux dans les villages et en terminant par la présidence du pays, en passant par les nombreuses couches politico-administratives intermédiaires les séparant. En parfaite connaissance de cause je peux affirmer que non pas la majorité, mais bien l'intégralité des postes de décisionnaires dans les administrations d'état et dans la fonction politique ukrainienne sont occupés exclusivement soit par ceux qui les ont achetés, soit par ceux qui y ont été placés / « élus » par de puissants protecteurs qui placent leurs pions, afin d'atteindre les objectifs qui sont les leurs. Les chances d'accéder au pouvoir en Ukraine par un autre moyen sont, mathématiquement, proches de zéro absolu. Des postes dans les administrations et des places dans la fonction politique au niveau local, départemental, régional et national s'achètent, se monnayent et sont considérés en tant que véritable investissement financier. Un investissement qui doit générer des bénéfices concrets. Des bénéfices qui n'ont rien à voir avec les salaires officiels totalement dérisoires attachés aux postes en question. Notamment, selon l'information reçue d'une relation personnelle qui était récemment cadre supérieur dans un parti politique ukrainien, le prix d'un siège au Verhovna Rada (parlement ukrainien) se monnaie de 1 à 5 millions de dollars américains. Et ce barème est identique pour tous les partis politiques confondus qui y siègent.

C'est-à-dire, en Ukraine, une personne qui n'a rien à voir avec la politique, mais disposant de fonds financiers considérables provenant, en général, de son activité d'affaires et/ou de la corruption sur les postes occupés précédemment, peut à tout moment devenir député « élu du peuple » d'une manière garantie au sein de n'importe quel parti politique tant au niveau régional qu'au niveau national. Ce n'est qu'une question de prix.

Aujourd'hui, la corruption en Ukraine est au stade d'une absolue frénésie qui s'explique directement par l'absence de vision sur l'avenir politique du pays, même à moyen terme, et donc sur la pérennité de l'investissement réalisé dans les sièges de responsabilité politique et de la haute fonction : chacun faisant partie du « système » essaie de générer un



maximum de bénéfices financiers avant la plongée dans l'inconnu que connaîtra leur carrière personnelle, due à l'effondrement politique, économique et sociétal du pays qui approche à grand pas et d'une manière imminente.

### La structure de la corruption ukrainienne

Seuls les esprits qui n'ont strictement aucune connaissance du pays et des rouages du fonctionnement de ses administrations et de ses partis politiques peuvent prendre le thème de la prétendue lutte contre la corruption en Ukraine au sérieux. L'enquête mentionnée précédemment, menée en 2023 par la « Plateforme sociologique ukrainienne » parmi les citoyens de l'Ukraine, révèle également que la majorité écrasante des Ukrainiens estime que les autorités anticorruptions elles-mêmes étant profondément corrompues contribuent à l'augmentation de la corruption dans le pays. Le système de corruption en Ukraine est totalement inébranlable à chacun de ses niveaux, car constitué de réseaux hiérarchiques interdépendants, dont le partage de bénéfices financiers et la sécurisation mutuelle vis-à-vis des menaces externes est son élément constitutif. Chaque ministre, député, juge, haut fonctionnaire des administrations, de la police et de la SBU (service de la sécurité intérieure) fait partie du réseau d'une manière obligatoire. De même que chacun des responsables se situant sur une échelle plus basse des structures sous leurs juridictions respectives. Nulle place pour les « dissidents » qui puissent oser menacer le système. La majorité écrasante des cas de succès de la « lutte » contre la corruption rendus public, afin d'afficher la prétendue existence de cette dernière, sont ceux, dont les figurants ont commis de graves fautes non pas vis-à-vis de la loi, mais vis-à-vis de la hiérarchie du système de corruption, notamment, en étant malhonnête dans les partages financiers des fruits de la corruption adressés à leurs supérieurs hiérarchiques. Ainsi les « brebis galeuses » sont sévèrement punies et remplacées. Rares sont les cas quand les faits de corruption sont découverts par des personnes ou organismes tierces au « système » et rendus publics avant d'être étouffés. Et même dans ces cas de « force majeure », les coupables ne sont que très rarement punis par la loi : les affaires sont remises entre les

mains de juges faisant partie du système de corruption et aboutissent à une décision judiciaire de non-lieu ou à des condamnations tout à fait dérisoires. Par le type et la sévérité de la condamnation d'un fait de corruption il est possible de connaître très précisément l'appartenance de l'inculpé à l'une des deux catégories ci-dessus citées : une « brebis galeuse » qui a commis une faute vis-à-vis de ses supérieurs ou une victime de « force majeure ». Et c'est bien vis-à-vis de ce système de corruption ancré au niveau de l'ADN de chacun de ces participants que l'UE demande l'éradication. En restant parfaitement réaliste, on peut considérer que demander à quelqu'un de construire une fusée spatiale à partir d'une bicyclette serait une requête pas moins sérieuse que celle formulée par les européens de Bruxelles auprès de ceux qui sont, donc, sensés s'auto-éliminer. Les médias de la propagande « atlantiste » - soit la quasi-intégralité des médias occidentaux - en parlant de la corruption en Ukraine ne font que déformer et transgresser la réalité.

Un simple exemple d'une des nombreuses transgressions parues dans la presse française : « ... Volodymyr Zelensky affiche en ce sens (vis-à-vis de la corruption) une tolérance zéro. Son nouveau ministre de la Défense, nommé en septembre [2023] après la chute dans le cadre d'un scandale de corruption de son prédécesseur, doit mener de front une lutte contre la corruption et une lutte contre l'agresseur russe. Car lorsque la guerre s'achèvera, il faudra que l'Ukraine soit capable de gérer les flux d'argent pour la reconstruction, sans que ces aides soient détournées par ses élites. »

Ne serait-ce que dans le cas de cet exemple parmi tant d'autres, la transgression de la vérité commanditée par le pouvoir politique et réalisée via la presse publique occidentale est tout à fait grossière et digne d'un profond mépris. Pour être heurté à la réalité, il suffit de se poser la question : si le fait de la corruption du ministre de Défense déchu (Oleksiy Rezniko) s'est avéré confirmé et largement connu par le grand public (le ministère de la Défense ukrainien a conclu des contrats pour un montant supérieur à 350 millions de dollars avec des fournisseurs de nourriture pour l'armée, en déboursant de deux à trois fois le prix pratiqué sur le marché, dont l'unique raison plausible d'une telle activité est la perception d'une rétrocommission), comment

expliquer que cette personne n'a jamais été ni mise en examen par la justice ukrainienne, ni dérangée de quelque manière que cela soit ? Au lieu de poursuites judiciaires et d'une peine de prison, ledit personnage a tranquillement pris sa retraite et mène ouvertement une vie de multimillionnaire, notamment à Londres - et ceci après avoir perçu un salaire dérisoire de ministre qui était d'environ 2400 euros par mois, toutes primes incluses.

**Cette question est tout à fait rhétorique – la réponse est exposée dans ces pages**

Ceux du régime instauré en Ukraine qui n'ont pas l'occasion de participer dans les réseaux « classiques » de corruption, tels que les commandants des unités combattant au front, ont trouvé la parade pour se remplir les poches à l'instar de leurs leaders politiques. Début décembre 2024, la députée du parlement ukrainien Skorokhod a évoqué la situation dans les rangs des forces armées ukrainiennes : « Les commandants exigent de l'argent des soldats. Si auparavant les sommes s'élevaient à environ 5.000 hryvnias, maintenant elles sont de 25.000. Et si vous ne donnez pas l'argent, ils vous enverront immédiatement sur les positions les plus dangereuses de la première ligne du front et il n'est pas certain que vous reviendrez de là-bas vivant ».

### La Thémis de l'État orwellien

Le 5 septembre 2024, une nouvelle réjouissante a été reçue par les partenaires Occidentaux de l'Ukraine : madame Olga Stefanishina, vice-premier ministre ukrainien pour l'Intégration européenne et euro-atlantique a été nommée à l'unanimité des voix par le parlement ukrainien au poste de ministre de la Justice. Hormis la responsabilité sur l'intégration européenne et euro-atlantique de l'Ukraine, cette gente dame a été choisie pour devenir le visage de la justice ukrainienne. Cette lourde responsabilité et, en même temps, l'honneur lui ont été accordés certainement pour son sens aigu de la justice et ses valeurs morales à toute épreuve.

Il y a juste un détail qui ne pose, bien évidemment, aucun souci ni aux tenants du pouvoir à Kiev, ni aux amis euro-atlantique de l'Ukraine qui connaissent fort bien madame Stefanishina. Un détail que je vais quand même détailler en quelques lignes.

Avant et au moment même de sa nomination à la tête du ministère de la Justice ukrainien, Olga Stefanishina était, l'air de rien, en état d'inculpation pour corruption par la justice ukrainienne : elle est officiellement déclarée soupçonnée de détournement de fonds publics et d'abus de pouvoir en vertu de la partie 5 de l'article 191 du code pénal de l'Ukraine (son nom figure sur liste des accusés dans l'affaire de corruption sous le numéro 991/7772/23, daté du 26.09.2023).

La première audience pour l'affaire pénale de corruption de madame Olga Stefanishina a eu lieu auprès de la Haute Cour d'anti-corruption d'Ukraine, le 26 septembre 2023 et, depuis septembre 2024, l'accusée occupe le poste de ministre de la Justice ukrainienne. Le poste lui procurant, par la même occasion, le pouvoir juridique direct sur ceux qui sont en train de la juger.

**A Suivre...**

**Oleg Nesterenko**

**Président du CCIE ([www.c-cie.eu](http://www.c-cie.eu))**



**COOPÉRATIVE OSCAR POUR LA CULTURE ET LES ARTS DE BISKRA**

**Commémoration du 21<sup>e</sup> anniversaire de la mort du musicien Maati Bachir**



La Coopérative Oscar pour la culture et les arts de Biskra a commémoré, samedi au théâtre régional Chebbah-Mekki de la capitale des Ziban, le 21<sup>e</sup> anniversaire de la mort du défunt musicien Mebarki Bachir, connu sous le nom de Maati Bachir (1942-2004). La manifestation, organisée sous le slogan «École de la diversité, de la créativité et de la pérennité», a donné lieu à des représentations artistiques, musicales et lyriques ainsi qu'à la projection de documentaires dédiés au parcours personnel et artistique du regretté Maati Bachir, originaire de Biskra, disparu le 8 janvier 2004. L'événement a également été marqué par la présentation de témoignages qui ont mis en exergue «la personnalité exceptionnelle» du défunt musicien en tant qu'un des symboles de la musique et de la chanson algériennes auxquelles il a beaucoup donné, composant, notamment, à l'intention d'artistes reconnus comme Noura, Djahida, Saloua, Khelifi Ahmed et Tarek Djennane, entre autres. Cette initiative visait, selon ses organisateurs, à «contribuer à la préservation de la musique algérienne authentique» ainsi qu'à «faire connaître aux jeunes le patrimoine culturel diversifié de notre pays». Un patrimoine qu'il est «du devoir de chacun de préserver dans un contexte marqué par le flot ininterrompu de produits artistiques internationaux mis sur le devant de la scène par les moyens de communication modernes», a souligné la vice-présidente de la coopérative Oscar, Houda Berbache. La commémoration de l'anniversaire de la mort du regretté musicien Maati Bachir a également offert l'opportunité d'honorer un certain nombre d'artistes locaux qui ont enrichi la scène culturelle de la région et ce, lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté les autorités de la wilaya, et des personnalités culturelles et artistiques de différentes régions des Ziban.

R.C.

Assises nationales sur le cinéma

## Une nouvelle ère pour l'industrie cinématographique algérienne

**Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche 19 janvier 2025, au Centre international des conférences (CIC) « Abdelatif Rahal » à Alger, la cérémonie d'ouverture des Assises nationales sur le cinéma. Cet événement, considéré comme un moment décisif, marque une étape clé dans le renouveau du 7<sup>e</sup> art algérien.**

Dans son discours d'ouverture, le président Tebboune a réaffirmé le rôle central de la culture et du cinéma dans la construction de l'identité nationale et le développement économique. « Ces Assises traduisent tout l'intérêt que nous portons à la culture, en premier lieu, et à l'activité audiovisuelle, étant l'un de ses vecteurs, ainsi qu'aux attentes des créateurs et intellectuels dans le domaine de l'industrie cinématographique », a-t-il déclaré, mettant ainsi en lumière l'ambition de bâtir un secteur dynamique et innovant. Rappelant l'héritage glorieux du cinéma algérien, il a affirmé que « l'industrie cinématographique doit retrouver son éclat et s'inspirer de son capital réalisé par une génération pionnière parmi les artisans du 7<sup>e</sup> art dans les années 1970 ». Il a insisté sur la nécessité de faire de la culture un moteur du progrès : « il est grand temps pour la culture d'être le couronnement de ce progrès et de cette nouvelle dynamique de développement que vit l'Algérie », a-t-il noté. Un message fort, qui traduit une vision tournée vers l'avenir. Le président a invité les participants à définir « les contours de l'avenir du cinéma algérien, à travers des idées et des visions innovantes qui feront de cette industrie un miroir culturel reflétant la personnalité algérienne et l'identité nationale ».

### Soutien aux créateurs et à la production cinématographique

Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé l'engagement de l'État à soutenir financièrement les projets artistiques et à régler les questions liées au financement en devises ou en monnaie nationale. « Vous avez la liberté absolue dans vos créations artistiques, à l'ex-



ception de ce qui porte atteinte à l'Algérie », a-t-il assuré. Dans le même contexte, le président de la République a salué « la riche histoire du cinéma algérien » qui « émane de la volonté révolutionnaire novembriste ». « L'industrie cinématographique en Algérie se développera et puisera son rayonnement des fondements du pays de la résistance », a-t-il indiqué.

Il a, aussi, souligné, qu'« il y a ceux qui cherchent des moyens multiples pour traiter avec l'Algérie, à ceux-là, nous disons : vous méconnaissez l'Algérie, elle n'a besoin, en fait, que d'Allah et de ses enfants ». Abdelmadjid Tebboune a proposé la création d'une « instance nationale élue » chargée de gérer le secteur cinématographique et invité les participants à soumettre des recommandations concrètes. « Nous n'avons aucune objection à ce que vous créez une instance nationale élue chargée de la gestion du cinéma, vous êtes libres de proposer les recommandations que vous voulez à l'issue des Assises nationales », a-t-il affirmé.

Concernant la formation des talents, il a annoncé : « Nous sommes prêts à financer des programmes de formation dans des métiers liés à l'industrie cinématographique à l'intérieur et à l'extérieur ».

### Un cinéma à l'image de l'Algérie

Rendant hommage à l'histoire du cinéma algérien, le président a déclaré que « l'industrie cinématographique en Algérie se développera et puisera son rayonnement des fondements du pays de la résistance ». Il a rappelé que le cinéma algérien est né de la Révolution de libération nationale, ajoutant : « Le cinéma

algérien a documenté les souffrances du peuple algérien pendant 132 ans de colonisation, ainsi que toutes les difficultés que notre pays a traversées avant d'en arriver là ».

Évoquant le potentiel du secteur, il a soutenu que le cinéma peut créer des milliers d'emplois et contribuer à l'émergence de nouvelles infrastructures culturelles : « Quiconque souhaite investir dans ce domaine, l'État lui garantit le foncier et le financement ».

Enfin, le président Abdelmadjid Tebboune a appelé à faire de cette rencontre un tournant décisif pour le secteur : « Ces Assises doivent déboucher sur des recommandations permettant de prendre une décision immédiate concernant la relance du cinéma algérien ». Il a ajouté que cette journée marque « le début de la relance du cinéma algérien ».

### Une vision partagée par le ministre et les professionnels

Le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a mis en avant l'importance de ces Assises nationales sur le cinéma, qu'il considère comme une étape essentielle pour redéfinir le 7<sup>e</sup> art algérien. Lors de son allocution à l'ouverture de l'événement, il a affirmé que « ces Assises vont jouer un rôle central et historique dans la relecture du paysage cinématographique et la redynamisation de la production et de l'industrie du cinéma en Algérie ».

M. Ballalou a insisté sur l'opportunité qu'offrent ces rencontres pour dresser un état des lieux du secteur et amorcer une nouvelle dynamique. « À travers l'échange et le partage d'idées et de propo-

sitions constructives entre tous les professionnels du 7<sup>e</sup> art présents, nous espérons tracer les bases solides d'un avenir meilleur pour le cinéma algérien », a-t-il ajouté. Le ministre a également souligné que ces Assises étaient conçues comme un événement inclusif, rassemblant tous les acteurs du secteur : « Le secteur de la Culture et des Arts veille à ce que ces Assises soient un événement rassembleur de tous les professionnels du secteur, sans exception aucune, pour arriver ensemble à un lendemain meilleur pour le cinéma algérien ».

Il a, par ailleurs, assuré que son département s'engage à traduire les recommandations issues des Assises en actions concrètes : « Nous travaillerons sans relâche pour traduire concrètement et sur le terrain les recommandations de ces Assises et soutenir l'orientation artistique et économique adoptée par l'État ».

Les cinéastes présents à cette rencontre ont salué l'initiative. Pour le réalisateur Ahmed Rachedi, « la forte implication de l'État reflète une volonté politique de booster ce secteur ». Il a rappelé que le cinéma algérien a connu son apogée dans les années 1970 et 1980 grâce à des œuvres qui reflétaient l'identité nationale et apportaient une nouveauté au cinéma mondial.

Mounes Khammar a, quant à lui, qualifié le discours du président de « révolutionnaire », tandis que Belkacem Belhadj s'est félicité de la « ferme volonté de développer l'industrie cinématographique ».

Synthèse R.C.



Sétif

## Cérémonie commémorative en l'honneur des défunts entraîneurs Mekhloufi, Khalef et Bouzidi

La salle de conférences du centre commercial Park Mall de Sétif a accueilli samedi après-midi une cérémonie commémorative en l'honneur du moudjahid et ancien joueur de l'équipe du Front de libération nationale (FLN) Rachid Mekhloufi, l'ancien entraîneur de l'équipe nationale Mahieddine Khalef et de l'entraîneur Youcef Bouzidi, décédés dernièrement.



Les qualités du défunt Rachid Mekhloufi évoqués. (Photo : D. R.)

Dans son allocution à l'occasion, le wali de Sétif, Mustapha Limani a souligné que «cette cérémonie commémorative symbolique est une reconnaissance et une marque d'estime pour la mémoire des trois figures du football algérien que nous avons perdus il y a quelques mois». Le même responsable a évoqué les qualités du défunt Rachid Mekhloufi, joueur de l'équipe du FLN, ancien entraîneur national et ancien président de la Fédération algérienne de football décédé le 8 novembre 2024.

«Il a laissé un legs chargé de réalisations en tant que joueur de talent de l'Entente de Sétif, sa ville natale, puis en tant que joueur professionnel au club de Saint-Etienne qu'il quitta à l'appel du devoir national pour rejoindre l'équipe du FLN», dira le wali ajoutant que «son parcours militant est une leçon instructive aux générations montantes sur les valeurs du courage et du sacrifice pour la patrie. Il a également rappelé à l'assis-

tance composée de figures sportives nationales le parcours de l'icône du football algérien l'entraîneur Mahieddine Khalef, décédé le 10 décembre 2024 et qui demeurera un des plus célèbres entraîneurs enfantés par l'Algérie. Un entraîneur, dont le nom restera apparenté à la victoire historique sur la sélection allemande au mondial d'Espagne en 1982 de l'EN qu'il dirigeait à la barre technique au côté de Rachid Mekhloufi.

Le wali a aussi rappelé les réalisations de Youcef Bouzidi disparu le 12 décembre 2024 en ayant été un des grands noms du coaching en Algérie et qui capitalise de multiples titres avec les prestigieux clubs qu'il avait dirigés dont l'Entente sportive de Sétif.

De son côté, Cherif Bourenane, président de l'association «Nedjma» pour la jeunesse et le sport inter-wilayas, a considéré que cette initiative est un hommage à tout ce que ces grandes figures ont donné au football algérien et une des traditions que l'association œuvre à ancrer à travers les diverses wilayas du pays.

Cette rencontre organisée par l'APC de Sétif en coordination avec l'association «Nedjma» et la direction locale de la jeunesse et des sports s'est déroulée en présence de figures locales et nationales de la culture et du sport dont les anciens joueurs Abdelhamid Salhi, Salah Assad, Abdallah Mattem, les anciens arbitres Messaoud Koussa et Salim Oussassi et un grand nombre de joueurs algériens des différentes générations.

R. s.

EN DEUX MOTS

**Ligue 2 amateur (Gr. Centre-Ouest) 16e J : NAHD-RCK et JSEB-ESBA décalés au dimanche 26 janvier**

Les deux matchs NA Hussein-Dey-RC Kouba et JS El-Biar-ES Ben Aknoun, comptant pour la 16e journée (Gr. Centre-Ouest) de la Ligue 2 amateur de football, ont été décalés de 48 heures, soit au dimanche 26 janvier, a annoncé la Ligue nationale de football amateur (LNFA), dimanche dans un communiqué. «Les rencontres seniors NAHD-RCK et JSEB-ESBA, programmées initialement le vendredi 24 janvier, ont été décalées à dimanche 26 janvier», précise la même source. Au terme de la première partie de la saison, l'ESBA occupe la tête du groupe Centre-Ouest avec 35 points, à cinq longueurs de son dauphin le RCK (2e, 30 pts), alors que la JSEB suit derrière à la troisième place, en compagnie de la JSM Tiarret et l'ASM Oran, avec 23 points chacun. De son côté, le NAHD occupe la 6e position avec 22 unités. «Les matchs de la catégorie des réserves sont maintenus à leur date initiale à savoir le vendredi 24 janvier», conclut la LNFA.

UAJ

## L'Algérien Mohamed Meridja distingué

→L'Union africaine de judo (UAJ) a honoré son vice-président, l'Algérien Mohamed Meridja, pour son engagement indéfectible envers le judo et ses efforts visant à promouvoir les valeurs de ce sport, a-t-elle annoncé sur le site officiel.

«La distinction remise à Meridja récompense son dévouement à l'éducation et à son engagement indéfectible envers le judo à tous les niveaux. Cet honneur qui lui est fait, reflète la gratitude de l'UAJ

pour ses efforts visant à promouvoir les valeurs du judo et encourager l'excellence au sein de la communauté du Judo», a indiqué l'UAJ. Directeur de l'Education et du Coaching au sein de la Fédération Internationale de judo (FIJ) depuis 2007 jusqu'aujourd'hui, Mohamed Meridja a été récemment intronisé président d'honneur de la Fédération Algérienne de judo. En tant qu'athlète, il avait été double champion d'Afrique (1985 et 1986), ajoutant

une médaille d'or aux Jeux Africains de Nairobi au Kenya. En 1981, Mohamed Meridja a remporté la médaille de bronze aux Championnats du Monde Militaires et s'est distingué lors de plusieurs tournois internationaux. Après avoir pris sa retraite autant qu'athlète, Meridja est désigné entre 1991 et 1993 entraîneur national, avant de se porter candidat à la présidence de la Fédération algérienne de judo dans laquelle il est élu à sa tête en 1993 pour y rester jusqu'en 2009. Durant sa présidence de la FAJ où il avait été aussi vice-président du Comité olympique et sportif algérien, l'Algérie a remporté la médaille de bronze féminine par équipes lors des championnats du monde de judo de 2005 au Caire (Egypte), en plus

de deux titres mondiaux et deux médailles lors des Jeux Olympiques de Pékin en 2008. Mohamed Meridja a été aussi réélu, récemment, à la vice-présidence de l'Union africaine de judo, lors de l'Assemblée générale élective de l'instance au cours de laquelle, l'actuel président de l'instance, le Malgache Siteney Randrianasolo-Niaiko a été également reconduit, tandis que l'autre algérien et président de la Fédération algérienne de judo, Yacine Sillini a été désigné président de la commission des projets spéciaux de l'UAJ.

Lors du même conclave, l'Algérie avait été choisie pour abriter l'édition 2027 des Championnats d'Afrique des nations de judo (seniors) individuel et par équipes mixtes.

Championnat national de judo

## Le MC Alger sacré

→Le Mouloudia d'Alger est sacré Champion d'Algérie de judo, devant Ouled El Bahia (Oran), la Dynamique Baba Hassen (Alger) et le CSA El Azme (Oran), à l'issue du Championnat national individuel seniors, clôturé samedi soir à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed Boudiaf (Alger). Le Doyen a dominé la plupart des finales, et dès la première journée de compétition, disputée jeudi, terminant les épreuves avec un total de 26 médailles : 9 or, 8 argent et 9 bronze, devançant la formation d'Ouled El Bahia d'Oran (3 or, 2 argent et 3 bronze), au moment où la Dynamique de Baba Hassen a pris la troisième place, avec 3 or, 2 argent et 3 bronze.

Le deuxième club oranais engagé dans la compétition, en l'occurrence le CSA El Azme, est lui aussi monté sur le podium, en partageant la troi-

sième place avec la Dynamique de Baba Hassen, avec une or, une argent et une bronze.

«Le MCA a fait bonne figure dans cette compétition, particulièrement chez les dames, et c'est une bonne chose, car ce club est susceptible de constituer un réservoir pour les différentes sélections nationales à l'avenir», a déclaré à l'APS le président de la Fédération algérienne de judo, Yacine Sillini.

La compétition a drainé la participation d'un total de 500 judokas (messieurs et dames), représentant 174 clubs. Selon la fédération algérienne de la discipline (FAJ), ce Championnat national individuel a servi à la fois de phase qualificative et de préparation pour les prochains Championnats d'Afrique seniors, prévus au mois d'avril prochain en Côte d'Ivoire. ■

Mise à jour

## USMA-MCA vendredi à 18h

→Le coup d'envoi du « big derby » algérois entre l'USM Alger et le MC Alger, prévu vendredi au stade olympique du 5 Juillet 1962, pour le compte de la mise à jour de la 7e journée de la Ligue 1 Mobilis, sera donné à 18h, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), dimanche dans un communiqué.

L'USMA occupe la 5e place au tableau avec 20 points, à égalité avec le CS Constantine, l'ASO Chlef et l'USM Khenchela, tandis que le « Doyen » pointe à la 3e place avec

21 unités, en compagnie de l'ES Sétif.

L'USMA compte trois autres matchs en retard à disputer. De son côté, le Mouloudia aura à jouer deux matchs pour se mettre à jour avec le calendrier de la compétition.

Deux matchs de mise à jour de la 12e journée, se disputeront le lendemain du derby, soit le samedi 25 janvier : CS Constantine - MC El-Bayadh (16h00) et Paradou AC - CR Belouizdad (17h). ■

NR

Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.

Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1<sup>er</sup>-Mai - Alger. Tél. : 020.06.45.89 Fax : 020.06.45.41

Compte bancaire : CPA 103 400 089711. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

Membres fondateurs :

Gérant, directeur de la publication: Abdelwahab Djakoune

Rédacteur en chef : Radia Zerrouki

Composition PAO La Nouvelle République Impression Alger : SIMPRAL

Tirage : 2500 exemplaires

16 - Pages

Oran : SIO. Constantine : SIE

Diffusion centre : SEDICOM. Ouest :

SPDO. Est : El Khabar. Sud : Trag diffusion

Publicité : La Nouvelle République, Maison de la Presse. Tél. : 020.06.42.04

Fax : 020.06.45.41 E-mail : ln98redac-

tion@yahoo.fr/E-mail pub : ln98publi-

cite@yahoo.fr

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité»

Agence L'ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger. Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45 020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

Conception : Studio Baylaucq, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40 Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.



**en direct**

**Championnat national de judo**

Le MC Alger sacré

**le match à suivre football**

**Mise à jour**

USMA-MCA vendredi à 18h

**Ligue 2 amateur**

NAHD-RCK et JSEB-ESBA décalés au dimanche 26 janvier

Coupe de la Confédération

## L'USMA confirme face à l'ASC Jaraaf

**L'USM Alger peut respirer avec sa victoire arrachée difficilement ce dimanche au stade 5-Juillet, dans le cadre de la sixième et dernière journée de la phase de poules de la Coupe de la Confédération face au représentant sénégalais l'ASC Jaraaf.**

**D**omination durant ces premières minutes de jeu, une domination qui ne signifie pas garder le cuir, le gérer et le pousser au temps de fois dans les filets des Algérois. L'envie ne manquait pas, mais il fallait avoir cette stratégie pour bien que les deux équipes assurent d'assurer le beau spectacle, celui des grandes équipes.

Les hommes de Malick Daf ont fini par céder (2-0) après une possession de balle estimée à 78 % contre 22% pour assister à un but de Belkacemi à la 81' et un second de Redouani à la 90' +9 face à l'Union Sportive de la Médina d'Alger, ce dimanche soir, Si l'USMA a maîtrisé les choses et n'a pas effectivement volé son succès, cette élimination du Jaraaf sera entachée d'une grossière erreur d'arbitrage.

Un match marqué par un niveau qui a déçu par le niveau proposé. Les deux équipes n'ont pas fait le match qu'il fallait. La balle circulait péniblement d'un bloc à l'autre. Les joueurs donnaient l'impression de ne pas trop vouloir prendre le risque de ramasser le cuir au fond des filets. Un nul allait arranger les deux parties. Ce n'est certainement pas l'avis de ceux qui avaient pour mission de couvrir cet événement footballistique. Pour un confrère d'une presse étrangère, c'est une rencontre gâchée par le niveau d'arbitrage.

L'ASC Jaraaf avait donné du fil à retordre aux locaux, une défense imperméable brisait toutes les tentatives adverses et ce n'est qu'à la fin de la rencontre que l'ASC s'est inclinée sur la pelouse du 5-Juillet sur le score de (2-0). Une sixième et der-



■ L'USMA a réalisé un sans-faute en phase de poules. (Photo > D. R.)

nière journée de la phase de groupes de la Coupe CAF ou les les «Vert et Blanc ont longtemps posé une vraie équation aux Algériens mais ne verront pas les quarts de finale avec la victoire de l'ASEC contre l'Orapa United», résumait un envoyé spécial d'une presse étrangère.

«Si les Algériens avaient une large possession du ballon, comme cela a été le cas durant toute la partie, les joueurs du Jaraaf n'ont pas subi de réelles occasions, le gardien Cheikh Lo Ndoeye se contentant de capter quelques ballons faciles dans sa surface». Mais il faut souligner que la seconde mi-temps était plus animée, l'USMA parvenaient à se procurer quelques situations, mais souvent brisées par des contre-attaques qui n'étaient pas loin de créer la surprise qui allait faire mal aux Algérois et après une demi-heure de jeu, lorsque Abdoulaye Faty a cru provoquer un penalty. La réaction des visiteurs ne s'est pas faite attendre, pour qui l'ailier droit séné-

galais, décalé par Issaga Kane, fait la différence et pense s'être défait, d'un crochet intérieur du gauche, du capitaine de l'USMA, Redouani, afin de s'ouvrir un angle de tir. Sauf que l'Algérien de 29 ans stoppe Faty in extrémis. Si le contact semble assez évident, l'arbitre togolais Aklesso Gnama a laissé le jeu se poursuivre... au grand dam du Jaraaf qui aurait pu prendre l'avantage sur ce potentiel penalty à la 35e". A dix minutes de la fin, les partenaires de Jean-Rémi Bocandé tenaient toujours la qualification à la main. Mais c'était sans compter sur Ismaïl Belkacemi. Le meilleur buteur de la compétition a douché les joueurs du Jaraaf en ouvrant le score à la 81e. Trop suffisant, le Jaraaf ne parvenait pas à réagir et Redouani peut se permettre de tuer le match (90e+9). Ainsi s'arrête l'aventure des Vert et Blanc, doublés par l'ASEC qui accompagne l'USMA en quarts de finale de cette édition de la Coupe CAF. L'USMA a joué gros ce soir face à l'ASC

Jaraaf. Déjà qualifiée pour les quarts, un nul lui suffit pour assurer la première. Par ailleurs, le CS Constantine a terminé à la seconde place du groupe A de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football à l'issue de sa défaite concédée face à la formation de Simba SC (2-0), ce dimanche à Dar Es-Salaam (Tanzanie).

A rappeler, que le CR Belouizdad s'était imposé, la veille, largement devant la formation ivoirienne du Stade d'Abidjan sur le score de 6 à 0 (mi-temps : 3-0), en match comptant pour la sixième et dernière journée du groupe C de la Ligue des champions d'Afrique, disputé samedi au stade 5-Juillet à Alger.

**H. Hichem**

TV6 : CRB - JSK à 17h45

Canal + foot : Liverpool - Lille à 21h

### La Der

### WA Tlemcen (volley-ball) : Création d'une équipe féminine senior qui s'est engagée en National 2

La section volley-ball du WA Tlemcen a créé, pour la première fois, une équipe féminine senior, qui a disputé le week-end dernier son premier match dans le cadre du championnat national de deuxième division (Ligue d'Oran), a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction du club de l'Ouest du pays.

La même source a précisé que l'effectif de cette nouvelle équipe féminine senior est essentiellement issu des joueuses

de la catégorie cadette, sacrées championnes d'Algérie et détentrices de la Coupe nationale, la saison dernière. Ces joueuses ont été directement promues au rang senior.

Malgré leur jeune âge, comparativement aux équipes adverses de la catégorie senior, les joueuses du WAT ont réussi à s'imposer lors de leur premier match en battant le NRC Oran par trois sets à zéro. Les responsables de la section vol-

ley-ball du «Widad» ont fixé comme objectif à moyen terme pour cette nouvelle équipe féminine l'accession en première division. Ils espèrent ainsi reproduire l'ascension de l'équipe masculine, qui figure désormais parmi les meilleurs clubs de l'élite après seulement quelques années de présence en première division. Cette équipe a enchaîné les succès en remportant la Coupe d'Algérie et le championnat national, lors des deux sai-

sons précédentes, en plus de sa première participation continentale à la Coupe d'Afrique des clubs, en mars 2024 au Caire.

En évoquant justement l'équipe masculine du WAT, celle-ci a terminé la phase aller du championnat de première division en tête du classement, en compagnie du MC Alger, avec 25 points chacun. Le Widad de Tlemcen a remporté huit victoires et concédé une seule défaite.